

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



***LA CRISE IVOIRIENNE PEUT-ELLE DEGENERER EN CONFLIT REGIONAL ?***

**Mémoire de géopolitique  
du chef de bataillon Yann LATIL  
dans le cadre du séminaire « Afrique »**

**Directeur : Monsieur Bernard LUGAN**

**Mars 2007**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. La crise ivoirienne peut-elle dégénérer en conflit régional ?
2. 2007\_memoire\_geop\_crise ivoirienne\_Latil
3. Chef de bataillon, armée de Terre, LATIL Yann , France
4. 12 mars 29007
5. Division A – groupe A6
6. Mémoire de géopolitique
7. La dimension régionale de la crise en Côte d'Ivoire semble aujourd'hui admise et seule l'implication de tous les acteurs du voisinage pourra permettre de stabiliser le pays. Mais la tâche n'est pas aisée, et près de cinq ans après les premières actions armées de la rébellion, les progrès sont minces. S'intéresser successivement aux conflits qui secouent le Liberia, la Sierra Léone et la Côte d'Ivoire, conduit inmanquablement en Guinée et peut être à terme au Ghana ou au Burkina Faso. L'enlisement peut, en effet, faire craindre une dérive conflictuelle qui embraserait toute la périphérie ivoirienne.
8. Côte d'Ivoire, Ivoirité, Afrique de l'Ouest.

# **La crise ivoirienne peut-elle dégénérer en conflit régional ?**

## **SOMMAIRE**

### **PREMIÈRE PARTIE : LES DYNAMIQUES ENDOGENES DE LA CRISE IVOIRIENNE**

L'héritage historique

Les facteurs contemporains

La mise en place du système Gbagbo

### **DEUXIÈME PARTIE: LES DYNAMIQUES EXOGENES DE LA CRISE IVOIRIENNES**

Le role important des voisins régionaux

La France et la communauté internationale

### **TROISIÈME PARTIE: LES RISQUES D'UN CONFLIT REGIONAL**

L'enlisement de la crise peut conduire à la désagrégation de la Côte d'Ivoire

Si la « guerre nomade » s'empare de l'Afrique de l'Ouest

*« Ce à quoi aspire notre pays, c'est la paix. La paix totale, la paix des cœurs et des esprits. Si nous voulons rattraper les autres sur le chemin du progrès, il nous faut réaliser ce préalable de paix, la vraie paix, celles des cœurs et des esprits. Elle fortifiera l'unité nationale. »*

**Félix Houphouët Boigny**



## **INTRODUCTION**

En octobre 2002, quelques mois avant que Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, n'admette des ingérences extérieures dans la crise ivoirienne, la France, par la voix de son ministre de la Défense Michelle Alliot-Marie, ne voyait là qu'une « affaire ivoiro-ivoirienne ».

Pourtant, depuis son indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire occupe une place centrale en Afrique de l'Ouest. Le pays de « l'éléphant » a été le moteur indiscutable de la région tant par son poids économique que par son rôle de leader politique, longtemps incarné par son emblématique président Houphouët Boigny. Plus important encore, ceux qui ont fait de ce pays la « locomotive du sous-continent Ouest africain » ignorent les frontières artificielles tracées par les puissances coloniales. Qu'ils soient des occupants ancestraux du territoire, ou qu'ils fassent partie des millions d'immigrés ayant alimenté en main d'œuvre l'expansion économique ivoirienne pendant plusieurs décennies, ils ont des attaches si ce n'est familiales, du moins culturelles dans tous les pays alentours. La dimension régionale de la crise ivoirienne semble aujourd'hui admise et seule l'implication de tous les acteurs du voisinage pourra permettre de stabiliser le pays. Mais la tâche n'est pas aisée, et près de cinq ans après les premières actions armées de la rébellion, les progrès sont minces et l'enlèvement peut faire craindre une dérive conflictuelle qui embraserait toute la périphérie ivoirienne.

Les principaux facteurs qui ont fait éclater la crise sont toujours présents et il est légitime de s'interroger sur les implications à venir pour les pays voisins. Qu'ils aient volontairement ou non pris une part active dans la crise, ces protagonistes ne risquent-ils pas demain de subir des dommages bien plus importants que les actuels « effets collatéraux » ?

Il est aujourd'hui indispensable d'aborder cette crise selon une perspective beaucoup plus large. S'intéresser successivement aux conflits qui secouent le Liberia, la Sierra Léone et la Côte d'Ivoire, conduit inmanquablement en Guinée et peut être à terme au Ghana ou au Burkina Faso. Tout règlement

de cette crise passe par une approche transnationale indispensable pour éviter un émiettement territorial qui pourrait finalement aboutir à un redécoupage ethnique de toute l'Afrique de l'Ouest.

Pour en comprendre les conséquences régionales, il est nécessaire de s'intéresser successivement aux dynamiques internes ( I ) puis aux dynamiques externes ( II ) qui ont amorcé et alimenté la crise ivoirienne. Enfin il sera utile de présenter des scénarii de développement régional de cette crise (III), en montrant l'impact qu'ils pourraient avoir sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

## **I. LES DYNAMIQUES ENDOGENES DE LA CRISE IVOIRIENNE**

*« Tant que nous vivons sur la terre des hommes, nous aurons des problèmes à régler. L'essentiel, c'est de le faire dans l'union la plus étroite, dans la confiance des uns et des autres. »*

Félix Houphouët Boigny

### **A. L'héritage historique**

La population ivoirienne est une mosaïque ethnique, culturelle et religieuse qui s'est composée pendant plusieurs centaines d'années. Elle s'est construite par la juxtaposition de groupes issus de l'affrontement des peuples subsahariens et de leurs migrations successives.

#### **1. Des lignes de fractures très anciennes.**

Si la lutte des empires précoloniaux a été figée par la pénétration des colonnes françaises sur le continent, les transferts de population n'ont cessé de s'accélérer, en particulier au cours des dernières décennies.

##### **a) Des groupes ethniques en concurrence**

S'intéressant aux populations, parler d'unité ivoirienne n'a pas réellement de sens. En effet, la Côte d'Ivoire se situe à la rencontre de quatre grands groupes ethniques qui s'étirent sur les pays voisins (*Cartes 1 et 2*). Répartis sur le territoire ivoirien se trouvent :

- Dans le quart Sud-est, le groupe Akan (de langues Kwa), également présent sur la moitié Sud du Ghana. Parmi les ethnies le composant, la plus active politiquement est l'ethnie Baoulé, dont Félix Houphouët Boigny était issu. Hors immigration, ce groupe est majoritaire en Côte d'Ivoire et représente 42% de la population<sup>1</sup>.
- Dans le quart Nord-est, les Malinkés (de langue voltaïque), qui sont aussi les principaux occupants du Burkina Faso, du Nord du Ghana, du Nord du Togo, et du Nord du Bénin. Les ethnies qui composent ce groupe sont principalement les Senoufos, les Lobis, mais aussi les Dioulas, terme générique souvent utilisé à tort pour désigner les populations du Nord de la Côte d'Ivoire. Hors immigration, les Malinkés représentent 17,5% de la population ivoirienne.
- Dans le quart Nord-ouest, le groupe Mandé (de langues Mandé), aussi présent dans l'Est de la Guinée, au Sud du Mali, au Nord du Liberia et jusqu'en Sierra Leone. Les Yacoubas, présents

---

<sup>1</sup> Recensement de 1998 cité par Laurent BOSSARD dans « Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest » - Revue Afrique contemporaine n°206 - 2003

au Sud-ouest de la zone, sont aussi désignés comme Dans au Liberia. Hors immigration, ce groupe représente 16,4% de la population ivoirienne.

- Dans le quart Sud-ouest enfin, le groupe Kru (de langue Krou) qui est également présent au Sud du Liberia. Il forme un groupe hétéroclite dont les ethnies les plus présentes sur le plan politique sont les Bétés (au centre de la zone Kru – ethnie d’origine du président Gbagbo). Hors immigration, le groupe Krou représente 11% des Ivoiriens.

La Côte d’Ivoire est ainsi le seul pays de l’Afrique de l’Ouest dont les frontières imposent la coexistence de quatre groupes ethnolinguistiques régionaux sur des proportions de territoire sensiblement égales.

### **b) Des frontières sans fondements véritables**

Si les frontières externes de l’Afrique Occidentale Française (AOF) se dessinent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il en est tout autrement des limites des territoires internes. Les limites Est et Ouest de l’actuelle Côte d’Ivoire sont arrêtées au début du XX<sup>e</sup> siècle et font l’objet de traités avec la couronne britannique. En revanche, au Nord, la pacification est plus difficile face aux sujets de l’empire Samory vaincu.

Une partie de la région « Haut Sénégal – Niger » est individualisée en 1921 pour devenir la Haute Volta (actuel Burkina Faso). Fortement peuplé, ce territoire fournit la main d’œuvre nécessaire aux plantations du littoral au Sud, si bien qu’il est en partie intégré à la colonie de Côte d’Ivoire en 1932 (*Carte 3*). On parle alors de « Haute côte » pour désigner la partie Nord du territoire formée de savane et plus aride que la « Basse côte » forestière au Sud. Le partage des cultures entre le coton au Nord, la banane, le cacao et l’ananas au Sud commence à se mettre en place. En 1947, le travail obligatoire ayant été supprimé, la Haute Volta est reconstituée et les frontières de la Côte d’Ivoire se figent enfin.

## **2. L’équilibre instable des populations**

### **a) Plusieurs décennies d’immigration**

Les transferts de population du Nord vers le Sud commencent sous la contrainte, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, pour mettre en valeur le « front pionnier » en défrichant la forêt, au Sud de la Côte d’Ivoire. Il faut ajouter à cette immigration « ouvrière », une immigration « d’encadrement » qui provoque déjà des affrontements quelques années avant l’indépendance. Houphouët Boigny, premier ministre à cette époque, doit alors faire retomber la pression qui s’exerce sur les cadres togolais et dahoméens (béninois).

Mais ces flux de populations se sont intensifiés depuis 1960. En réaction au formidable « boom économique » des années 70, la Côte d'Ivoire attire plusieurs millions d'immigrants (1,3 million entre 1976 et 1980 dont 700 000 en provenance du Burkina Faso, 300 000 du Mali, et 100 000 de Guinée<sup>2</sup>). La population ivoirienne passe ainsi de 3 millions d'habitants en 1960 à 17 millions aujourd'hui. Si le phénomène n'est pas uniquement dû à l'immigration, il est toutefois intéressant de remarquer qu'entre 1960 et 1990, seuls trois pays du sous-continent ont vu leur taux de croissance de population rester inférieurs à 2%, quand celui de la Côte d'Ivoire dépassait 4%. Ces trois pays sont le Burkina Faso, la Guinée et le Mali. Le transfert de population est alors évident. Il s'est opéré en particulier vers le Sud et l'Ouest du pays, la Côte d'Ivoire « utile » où est produit l'essentiel du cacao et du café (*Cartes 4 et 5*). En 1998, le recensement dénombre plus de 4 millions d'étrangers soit à l'époque 26% de la population totale. Ils étaient majoritairement originaires des pays au Nord de la Côte d'Ivoire.

Tous les taux de croissance de population de la Côte d'Ivoire ont été les plus élevés parmi ceux des pays de la région. D'abord dans les villes, avec un taux de croissance de population urbaine de 8% par an en moyenne, qui entraîne une ghettoïsation des populations immigrées en périphérie d'Abidjan. Le taux de croissance de la population rurale dépasse 2,5% en moyenne par an. Par conséquent, les tensions foncières se sont exacerbées ces dernières années. En effet, ce taux conduit en 30 ans à un doublement de la population qu'il faut faire vivre sur un même territoire, alors que les capacités maximales de production agricole semblent déjà depuis longtemps atteintes.

La forte immigration des peuples du Nord a participé au miracle ivoirien en fournissant une main d'œuvre abondante. Mais les problèmes fonciers qui se sont multipliés, ont fait monter les tensions entre communautés.

### **b) Une partition religieuse ?**

La partition Nord Sud de la Côte d'Ivoire a souvent été présentée comme la matérialisation d'une partition religieuse. Sans nier l'existence d'une répartition géographique inégale, les religions ne semblent pas être ici au cœur du problème.

Les reportages du *New York Times* aux Etats-Unis et de *Libération* en France ont longtemps été caractérisés par une lecture faisant apparaître un divorce entre un Nord musulman et un Sud chrétien. Cette tendance, régulièrement reprise dans l'univers médiatique correspond à l'idée rebattue d'un affrontement généralisé des civilisations dont la Côte d'Ivoire ne serait qu'une illustration. Thomas J

---

<sup>2</sup> Russel, Jacobson et Stanley, 1990 cités par Laurent BOSSARD dans « Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest » - Revue Afrique contemporaine n°206 - 2003

Basset propose une vision sans doute plus juste, mais aussi plus complexe, des réalités ivoiriennes<sup>3</sup>. La répartition des chrétiens et des musulmans diffère considérablement de l'image que s'en font les médias (*Cartes 6 et 7*). Si la proportion des musulmans est supérieure dans la partie Nord de la Côte d'Ivoire, il est cependant largement réducteur de ne voir dans ce pays qu'un Sud chrétien et un Nord musulman.

La présence de populations culturellement très éloignées, sur un territoire désormais borné, est une des principales sources de tension en Côte d'Ivoire. Il faut toutefois se garder d'opposer un Nord musulman, désertique et économiquement défavorisé, à un Sud chrétien, animiste et plus riche. Se limiter à une vision de la Côte d'Ivoire qui met en concurrence quatre ensembles, chacun ethno-centrés et positionnés sur un quart du territoire est également une erreur. Cette répartition est à moduler du fait de l'immigration et des transferts de population internes en Côte d'Ivoire. L'espace littoral, les grandes villes et la zone économique ont remodelé la répartition spatiale des populations sans toutefois dénaturer totalement leur identité. Le défi reste donc bien d'imaginer un avenir pour des groupes distincts mais mêlés qui ne partagent pas de racines communes.

## **B. Les facteurs contemporains**

Stabiliser un pays qui est fait de populations extrêmement différentes était déjà particulièrement délicat. Mais ce problème est rendu encore plus complexe par des jeux politiques qui, conjugués aux difficultés économiques, exacerbent les tensions existantes.

### **1. Les difficultés économiques**

Le développement et l'exploitation des ressources agricoles de la Côte d'Ivoire a longtemps été le moteur économique de toute la région. La mise en valeur des terres a attiré une main d'œuvre importante qui fut la première à subir le retournement de tendance. Dans les années 80, la chute des cours du cacao révèle les carences du modèle ivoirien qui se trouve contraint d'adopter les plans d'ajustement structurels imposés par les instances financières internationales. La rigueur oppressante du FMI se ressent alors dans la rue et les tensions s'accroissent entre les convives toujours plus nombreux d'un « gâteau » qui se réduit. Les derniers arrivés, nouveaux migrants, sont les premiers visés. La dévaluation du franc CFA qui intervient en 1994 permet de faire illusion quelques années, mais la relance de l'économie n'est que de courte durée. Le « miracle ivoirien » s'avère être un mirage et les difficultés vont aller en s'accroissant. Les Ivoiriens de « sang » voient alors de plus en plus souvent les immigrants comme des concurrents pour des ressources devenues rares.

---

<sup>3</sup> « Nord musulman et Sud chrétien » : les moules médiatiques de la crise ivoirienne Revue Afrique contemporaine - 2003

## 2. L'ivoirité comme solution à tous les maux

*« Le multipartisme est une sorte de luxe que les pays en voie de développement, qui doivent concentrer leurs efforts sur leur expansion économique, n'ont pas les moyens de s'offrir »*

Jacques Chirac – Février 1990

Au début des années 90, la Côte d'Ivoire est en crise. Son économie éprouve de grandes difficultés à se redresser sous la conduite du nouveau premier ministre, Alassane Dramane Ouattara (ADO), ancien cadre du FMI. Mais surtout, le pays est régulièrement agité par une opposition sortie de la clandestinité et qui commence à se structurer. Le monopole du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) touche alors à sa fin. Le multipartisme imposé par la France<sup>4</sup> permet aux personnalités qui animeront la vie politique des années suivantes de se dévoiler. Au premier rang de celles-ci se trouve Laurent Gbagbo, président fondateur du Front Populaire Ivoirien (FPI). Subissant régulièrement la répression du régime (conduite entre autre par le général Gueï, Chef d'état-major), il rencontre d'ailleurs sa future épouse, Simone, à l'occasion d'un séjour en prison.

### a) La crise de succession

La disparition du président Houphouët Boigny le 7 décembre 1993, laisse la nation ivoirienne sans leader charismatique. Au pouvoir depuis plus de 30 ans, le « vieux » n'a pas su préparer sa succession. Un nouveau mal s'ajoute aux précédents, Henri Konan Bédié (HKB) – baoulé comme Houphouët – président de l'assemblée nationale et ADO – « dioula » – se disputent le pouvoir. Conformément à la constitution, c'est HKB qui est désigné président jusqu'à la tenue des prochaines élections. Le fragile équilibre communautaire construit par Houphouët Boigny (reposant essentiellement sur l'alliance Akan-Baoulé/ « Dioula ») s'en trouve alors durablement déstabilisé. ADO (qui a fait sa carrière diplomatique avec un passeport burkinabé) est alors progressivement perçu comme un concurrent dangereux. En effet, il peut compter sur les suffrages des étrangers venus du Nord auxquels le président Houphouët Boigny a accordé le droit de vote. Avec la mort du père de la nation ivoirienne, c'est le pacte social « ivoirien » qui s'effondre. Ainsi, le multipartisme se transforme progressivement en instrument de représentation ethnico-politique.

### b) Le concept « d'ivoirité »

Dans le but d'écarter d'autres prétendants au pouvoir et en particulier Alassane Ouattara, HKB se fait le chantre de « l'ivoirité ».

---

<sup>4</sup> En juin 1990, au sommet France-Afrique de la Baule, le président François Mitterrand conditionne l'aide économique de la France aux progrès démocratiques de ses partenaires africains.

Ce concept basé sur le droit du sang est formalisé par une doctrine s'appuyant sur les travaux d'une « cellule universitaire » baptisée Ethics<sup>5</sup> (Etudes et théories de l'humanisme ivoirien pour la synthèse culturelle). Pour Siendou A. Konaté<sup>6</sup>, l'ivoirité classe au *sommet de la nouvelle hiérarchie les Akans, avec une prééminence explicite pour les Baoulés sur les ethnies lagunaires... vient ensuite le groupe des Mandé ; au bas de l'échelle, les Kru*. Il en résulte quelques décisions dont l'impact sur la société ivoirienne s'avère rapidement dramatique. Le droit de vote est retiré pour les non Ivoiriens<sup>7</sup>, le droit du sol laisse sa place au droit du sang. Progressivement, les conditions de candidature pour l'élection présidentielle évoluent<sup>8</sup>. Ces conditions sont « taillées sur mesure » pour exclure ADO de la course à la présidentielle. Parmi les autres conséquences de l'ivoirité, la spoliation de milliers d'immigrés entraîne une première vague de retour dans leurs pays<sup>9</sup>.

ADO qui a fondé son propre parti, le Rassemblement des républicains (RDR), est exclu des présidentielles de 1995. Les tensions entre les communautés ne vont alors cesser de s'accroître.

### **C. L'instrumentalisation des rivalités internes**

Le 24 décembre 1999, le général Robert Gueï (le « père Noël en treillis »), sort de sa retraite pour prendre la tête d'une mutinerie de soldats qui se transforme en coup d'Etat. Il crée un Comité national de salut public (CNSP) et s'engage, après avoir « *balayé la maison* », à rendre rapidement le pouvoir aux civils. Dès janvier 2000, un gouvernement de transition est mis en place. Il regroupe les principales forces politiques de Côte d'Ivoire, dont le FPI de Laurent Gbagbo et le RDR d'Alassane Ouattara.

#### **1. Des élections « calamiteuses »**

En quête de légitimité, le putschiste Gueï promet l'organisation d'élections en octobre 2000. La situation se complique avec l'adoption d'une nouvelle constitution<sup>10</sup> qui aboutit à l'exclusion des candidats les plus sérieux à l'élection présidentielle. L'espoir d'une réconciliation des communautés s'éteint rapidement quand le Général fait sien le concept d'ivoirité.

---

<sup>5</sup> Vincent Hugueux - "Les racines du mal" - L'express du 15 novembre 2004

<sup>6</sup> West African Review - Siendou A. KONATE - The politics of identity and violence in Côte d'Ivoire - 2004

<sup>7</sup> Nouveau code électoral – décembre 1994

<sup>8</sup> Il faut « être né de père et de mère ivoiriens de naissance, n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne et résider de façon continue en Côte d'Ivoire pendant les cinq années qui précèdent l'élection présidentielle »

<sup>9</sup> 2 décembre 1998 : loi foncière puis décrets d'application : « la propriété foncière appartient aux Ivoiriens ». La propriété collective coutumière se substitue à la propriété privée moderne.

<sup>10</sup> Les conditions « être né de père et de mère ivoirien » et « ne pas s'être prévalu d'une autre nationalité » sont réaffirmées excluant ADO. HKB est exclu pour n'avoir pas fourni un certificat médical de bonne santé mentale.

Laurent Gbagbo, qui devait servir de faire valoir au « *balayeur*<sup>11</sup> » pour des élections « à sa main », arrive au pouvoir sur un malentendu. Robert Gueï, qui ne peut accepter sa défaite, tente de résister. Sous la pression de la rue<sup>12</sup>, c'est le président du FPI qui est déclaré vainqueur. ADO, le candidat des Nordistes (environ 35% de la population ivoirienne), et HKB celui des Baoulés et apparentés (35%) ayant été exclus, finalement seuls 37,5% des Ivoiriens se sont prononcés<sup>13</sup>. Le Bété Laurent Gbagbo est en fait le président de 15 à 20 % des ivoiriens, essentiellement issus de sa communauté. L'ancrage ethnique des suffrages est alors évident (*Cartes 8 et 9*) et il préfigure la future répartition territoriale des mouvements rebelles.

Conscient du caractère peu démocratique de son élection, Gbagbo se déclare lui-même président « *mal élu* » et gagne son surnom de « *boulangier* » pour avoir si bien su « *rouler tout le monde dans la farine* ». Il va dès lors mettre en œuvre tout ce qui est en son pouvoir pour repousser une nouvelle élection présidentielle qui ne lui laisserait aucune chance.

## **2. La nébuleuse Gbagbo au pouvoir**

Membre de l'internationale socialiste, proche du gouvernement français de l'époque<sup>14</sup>, Laurent Gbagbo s'appuie sur ses soutiens pour asseoir son pouvoir. Il donne alors l'illusion d'une volonté d'apaisement. Les élections municipales se déroulent sans heurts et reflètent la réalité de la poussée du RDR dans tout le pays. L'organisation d'un « forum de réconciliation nationale » doit marquer la fin des tensions communautaire. Alassane Ouattara, de retour d'exil, obtient enfin un certificat de nationalité ivoirienne (qui sera détruit quelques mois plus tard dans l'incendie de sa résidence). En 2002, l'ensemble des forces politiques est intégré dans le gouvernement ivoirien constitué autour d'un noyau du FPI.

### **a) La mise en place du système Gbagbo**

Ces gages de bonne volonté masquent en fait le verrouillage que Laurent Gbagbo opère sur le pays.

Tout d'abord à l'assemblée nationale où, après une mascarade d'élection législative<sup>15</sup>, il place Mamadou Koulibali<sup>16</sup>. Ce dernier, membre du FPI, est aussi un des théoriciens du parti qui se révélera

---

<sup>11</sup> Il voulait balayer les problèmes qui touchaient la Côte d'Ivoire, ce qui le fera entrer dans l'histoire comme « *le balayeur balayé* »

<sup>12</sup> On dénombre près de 60 morts dans les affrontements, principalement dans les rangs du RDR qui réclamait de nouvelles élections.

<sup>13</sup> Louis Lambert – De la fin du « miracle » à la désintégration – Dossier Côte d'Ivoire – Revue l'Afrique réelle.

<sup>14</sup> Menacé dans son pays, il a passé 6 ans en France dans les années 80. Ces années de « réflexion » lui ont permis de tisser des liens étroits avec de nombreux membres du parti socialiste français (Henri Emmanuelli, Jean Luc Mélançon, Charles Josselin...) dont une partie sera intégrée au gouvernement de cohabitation dirigé par Lionel Jospin.

<sup>15</sup> Elections législatives de décembre 2000 avec 33% de participation, boycottées par le RDR.

<sup>16</sup> Auteur entre autre du livre *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, paru en novembre 2003 aux éditions l'Harmattan

un peu plus tard par ses déclarations intransigeantes, dont la plus célèbre est, le 7 novembre 2004 : « ...nous sommes vraisemblablement partis pour une guerre longue, difficile, un borbier pour les Français. Ce qui s'est passé (...) marque un point de rupture. Le Viêt-Nam ne sera rien par rapport à ce que nous allons faire ici ». Il est appuyé par la femme du président, Simone Gbagbo, députée et présidente du groupe parlementaire FPI à l'Assemblée nationale. Elle a également en charge les relations privées du président et de certains de ses ministres, ce qui renforce d'autant son influence au sein du pouvoir. Impliquée dans les jeunesses étudiantes catholiques de son pays, elle subit une influence croissante des mouvements évangélistes.

Ensuite, il s'assure du soutien de la rue, principalement à travers les groupes syndicaux et étudiants qui se sont progressivement radicalisés (cf III.B.1 La Côte d'Ivoire aux mains des milices). La rhétorique clanique n'a pas disparu et l'ivoirité est de nouveau au goût du jour chez les partisans du président. Ainsi, se plaçant sur le terrain « technique », Laurent Gbagbo dénonce le fonctionnement du processus d'identification consistant à renouveler les cartes d'identité. L'opération initiée par ses prédécesseurs aurait selon lui, permis à des non Ivoiriens de disposer de la nouvelle carte dite « sécurisée » avec la complicité de fonctionnaires peu scrupuleux. Il faut alors tout recommencer selon une procédure claire et sans équivoque. Dans un contexte déjà tendu, cette instrumentalisation de l'identification va faire prendre conscience aux partisans du RDR de l'absolue détermination des Ivoiriens du Sud à ne plus leur laisser jamais le pouvoir. Ainsi selon Ousmane Dembélé<sup>17</sup>, la « nouvelle citoyenneté ivoirienne pourrait se construire sur la base d'une Côte d'Ivoire limitée à la seule terre d'Eburnie<sup>18</sup> ».

Enfin, dernier élément du réseau, Laurent Gbagbo renforce ses appuis régionaux et développe une nouvelle politique d'influence à l'extérieur de la Côte d'Ivoire. Prenant le contre-pied de ses prédécesseurs, il s'attache à tisser des liens avec le LURD libérien<sup>19</sup>, mais aussi avec l'Angola et le très contesté président de la Guinée, Lansana Conté. De plus, les services secrets de l'Etat ivoirien sont très fortement soupçonnés d'être intervenus au Burkina Faso le 1er août 2002 pour assassiner Balla Keita<sup>20</sup> un proche conseiller de Robert Gueï. Cet événement est sans doute l'élément majeur qui fait exploser l'amorce de réconciliation nationale et aboutit le 19 septembre 2002 au soulèvement d'une partie du pays.

---

<sup>17</sup> « Côte d'Ivoire : la fracture communautaire » – Revue Politique africaine – n°89 – 2003

<sup>18</sup> L'Eburnie désigne la partie forestière du pays. A l'indépendance, il avait été suggéré de remplacer « Côte d'Ivoire » par « Eburnea » montrant déjà le peu d'importance accordée à la partie Nord du pays.

<sup>19</sup> Voir le développement ci-dessous Partie II Les voisins régionaux/Les pays du fleuve Mano

<sup>20</sup> La crise en Côte d'Ivoire : qui est derrière le coup d'état du 19 septembre 2002 ? – Thomas Hofnung – La découverte - 2005

## b) La Côte d'Ivoire coupée en deux

Sans que les responsabilités des événements du 19 septembre 2002 ne soient très clairement établies, il faut avant tout retenir la coordination des opérations sur tout le territoire ivoirien qui ne peut résulter que d'une préparation soignée.

A Abidjan, l'assassinat du ministre de l'intérieur, Emile Boga Doudou, entraîne une réaction immédiate des sympathisants de Laurent Gbagbo. Robert Gueï<sup>21</sup> et son entourage sont purement et simplement exécutés et Alassane Ouattara ne doit sa vie sauve qu'à une exfiltration rocambolesque vers l'ambassade d'Allemagne. Henri Konan Bédié choisit pour sa part l'ambassade de Belgique. En moins d'un mois, le « nettoyage » fera plus de 300 victimes.

A l'intérieur du territoire, au Nord, les villes de Korhogo et Bouaké sont aux mains de factions rebelles et ne pourront plus être reprises par les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI). Ce qui semble au départ être une simple mutinerie de soldats démobilisés prend un tour politique lorsque quelques jours plus tard, Guillaume Soro, ancien leader étudiant apparaît à la tête politique du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI). Toute la partie Nord du pays est alors aux mains des Forces nouvelles (FN).

Si la partie Ouest de la Côte d'Ivoire (dont Gueï est originaire) reste calme jusqu'à la fin du mois de novembre 2002, c'est sans doute pour respecter le deuil coutumier et mieux préparer l'offensive. En quelques jours, deux nouveaux mouvements rebelles ethnico-politiques font leur apparition. Le Mouvement populaire ivoirien du grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la justice et la paix (MJP) viennent compléter un patchwork politique, dont les territoires contrôlés sont calqués sur la répartition ethnique (*Carte 9*).

\*\*\*\*\*

La zone de « confiance » établie par l'intervention de la force française Licorne (*Carte 10*) fige dès lors le fractionnement du pays selon une ligne communautaire Est-Ouest. Les résultats des élections présidentielles de 2000 avaient déjà anticipé cette fracture désormais devenue *de facto* une frontière interne.

---

<sup>21</sup> Son parti avait quitté le gouvernement le 13 septembre 2002 attribuant à L. Gbagbo l'assassinat de Balla Keita

## **II. LES DYNAMIQUES EXOGENES DE LA CRISE IVOIRIENNE**

Parmi le faisceau de causes qui ont plongé la Côte d'Ivoire dans la crise actuelle, les facteurs internes sont les plus évidents et ont immédiatement été mis en avant. Avec un peu plus de recul, il apparaît que la situation est beaucoup plus complexe. L'implication directe ou indirecte des pays du voisinage ne fait plus de doute. Les réseaux étroits tissés depuis l'indépendance par les différents pouvoirs politiques ivoiriens ou étrangers ont été activés dès l'apparition des premiers troubles. Cette imbrication d'intérêts fait de la crise ivoirienne une crise régionale aux enjeux internationaux.

### **A. Un rôle important joué par les voisins régionaux**

La composition de sa population, son économie dynamique et sa politique interventionniste ont placé la Côte d'Ivoire au cœur de l'Afrique de l'Ouest, à travers ce qui pourrait être appelé la « géopolitique familiale » du président Houphouët Boigny. Une fois les difficultés venues sur le sol ivoirien, il n'est pas surprenant qu'à leur tour, les voisins s'impliquent dans la vie du pays de « l'éléphant ». Si la Guinée, le Mali et le Ghana ont joué un rôle connexe dans le conflit ivoirien, il n'en est pas de même du Libéria et du Burkina Faso dont le rôle fut plus actif. C'est donc en premier lieu sur ces deux pays que porte l'étude suivante.

#### **1. Les pays du fleuve Mano**

##### **a) La Côte d'Ivoire impliquée dans le conflit libérien**

Pour comprendre les relations complexes de la Côte d'Ivoire avec ses voisins libérien et sierra léonais, il faut remonter en 1980, année du coup d'Etat de Samuel Doe au Libéria. Ce Khan (assimilé aux Bétés ivoiriens) fait assassiner le président William Tolbert et son fils<sup>22</sup>, tous deux proches du président ivoirien.

Dès lors, aussi longtemps que Houphouët Boigny sera vivant, le soutien au leader des rebelles libériens Charles Taylor ne cessera plus<sup>23</sup>. Ce soutien se traduit par la mise à disposition d'une base arrière en Côte d'Ivoire au profit des rebelles du Front national patriotique du Libéria (NPLF). Mais la Côte d'Ivoire fournit aussi des armes, des soldats ivoiriens et l'appui avisé du chef d'état-major ivoirien de l'époque, le Général Gueï, de la même origine ethnique que Charles Taylor et que de la plupart des éléments engagés (Yacouba – Dan *cf Carte 1*). Ces relations se poursuivent bien après la mort d'Houphouët et s'intensifient même lorsque le Général Gueï prend le pouvoir en 1999. Selon l'ONG

---

<sup>22</sup> Ce dernier était marié à la nièce d'Houphouët Boigny, Desirée Delafosse – A Aldebajo – *Building peace in west africa : Liberia, Sierra leone, Guinea Bissau* - 2002

<sup>23</sup> C. ERO et A. MARSHALL – L'Ouest de la Côte d'Ivoire : un conflit libérien ? *Revue Politique africaine* n°89 – 2003

International crisis group, en 2000 et 2001, des centres d'entraînement en Côte d'Ivoire étaient supervisés par un proche de Charles Taylor, Kuku Denis. Ils alimentaient en troupes le NPLF et le Front révolutionnaire uni du Sierra Léone (RUF).

Parallèlement, à partir de 2001, Laurent Gbagbo, président élu de la Côte d'Ivoire, prend le contre pied de cette démarche et commence à soutenir le LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) et le MODEL (Mouvement pour la démocratie au Liberia), opposés à Taylor au Libéria. Il profite même de la présence de camps de réfugiés libériens en Côte d'Ivoire<sup>24</sup> pour recruter des combattants.

### **b) Logique retour de flamme**

En conséquence de cette nouvelle politique de soutien confinant à l'ingérence, le conflit libérien se déporte et contamine la Côte d'Ivoire. Ainsi, les mouvements rebelles de l'Ouest ivoiriens (MPIGO et MJP) qui s'emparent de plusieurs localités à la fin du mois de novembre 2002 sont majoritairement composés de Libériens et de Sierra Léonais aguerris.

Le président Taylor, encore au pouvoir à Monrovia à cette époque, marque ainsi sa fidélité au général Gueï qui l'avait soutenu. Il tente aussi de déstabiliser Laurent Gbagbo qui continue de soutenir les opposants du LURD et du MODEL. Par ailleurs, le port ivoirien de San Pedro, proche de la frontière libérienne apparaît comme un objectif d'opportunité particulièrement utile tant à Charles Taylor qu'à la rébellion qu'il soutient. En effet, l'exportation du bois exploité dans la région, comme l'importation d'armes et de munitions, auraient été grandement facilitées par la possession de ce port sûr. Mais les forces françaises ne laisseront pas ce plan se dérouler comme prévu.

Si les soutiens croisés aux mouvements opposés cessent avec la chute de Taylor, il demeure en Côte d'Ivoire comme dans le Nord du Libéria et du Sierra Léone, non seulement de nombreux réfugiés, mais aussi des bandes de combattants, souvent très jeunes et n'ayant connu que la guerre et le pillage comme moyen de subsistance<sup>25</sup>.

## **2. Les voisins du Nord**

La Guinée du président Lansana Conté, bien qu'elle soit pour partie impliquée, n'a pas eu un rôle central dans le déclenchement de la crise ivoirienne. Néanmoins, la présence de nombreux réfugiés de

---

<sup>24</sup> Ibidem 23

<sup>25</sup> Human Right Watch - Côte d'Ivoire: Mercenaires et milices doivent partir – Aout 2003 & Côte d'Ivoire : Les combattants libériens attaquent des civils – Avril 2003

toutes origines sur son sol pourrait avoir un impact significatif sur l'évolution politique du pays. Cet aspect fait l'objet d'une étude plus approfondie en partie III.B. Le Mali et le Burkina Faso sont historiquement bien davantage liés à la Côte d'Ivoire, essentiellement par l'ampleur de leur communauté présente dans ce pays. Ils se sont donc logiquement trouvés, à divers degrés, impliqués dans la politique intérieure ivoirienne. Ils ont fait office de réservoir de troupes<sup>26</sup> pour la rébellion, mais il semble également que plusieurs centaines de chasseurs traditionnels *dozo* dotés de pouvoirs supposés être magiques aient pris une part active dans les combats. Si le Mali a été un très modeste réservoir de jeunes combattants, le Burkina Faso a joué un rôle bien plus important.

#### a) L'ami Burkinabé

Pour comprendre l'implication du président du Burkina Faso dans la crise ivoirienne, il faut comme dans le cas du Libéria, remonter au milieu des années 80. C'est encore une fois les liens intimes et familiaux de Félix Houphouët Boigny qui vont dicter des choix politiques, dont les conséquences se voient encore aujourd'hui.

En 1987, le capitaine Blaise Compaoré prend le pouvoir au Burkina Faso dans des conditions difficiles<sup>27</sup>. Il trouve un soutien de poids sur la scène africaine en la personne d'Houphouët Boigny. Au delà de l'intérêt politique de renouer les liens historiques entre les deux pays, le « vieux sage » ne peut refuser son aide à celui qui a épousé une femme de son clan<sup>28</sup>. Cette consanguinité politique, va lier les deux présidents et dépassera les premières tracasseries qui touchent la communauté burkinabé en Côte d'Ivoire et ce, jusqu'à la disparition du président Houphouët en 1993. Blaise Compaoré hérite alors du combat de son tuteur sur le sol Libérien. Il se montre l'un des plus solides appuis de Charles Taylor. Avec l'aide probable de la Lybie<sup>29</sup>, des armes et des munitions sont envoyées au Liberia jusqu'au départ de Charles Taylor.

Si les ressortissants burkinabés présents en Côte d'Ivoire ont un poids économique indiscutable au Burkina Faso, ils n'ont pas le droit de vote sur la terre de leurs origines et ne participent pas à la vie politique de leur pays, engagé lui aussi sur la voie de la démocratie. Dans les années 1990, alors que le concept d'ivoirité les stigmatise, le soutien que leur apporte Blaise Compaoré se limite au financement

---

<sup>26</sup> Pour quelques milliers de FCFA (15000 à 40000 FCA par jours), de jeunes maliens et burkinabés auraient été recruté pour participer à la rébellion - R. BANEGAS et R.OTAYEK – *Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne* - Revue Politique africaine n°89 – 2003

<sup>27</sup> Par un coup d'Etat, il renverse Thomas SANKARA (qui est tué dans l'action de force) avec qui il dirigeait la « révolution » au Burkina Faso depuis 5 ans. Incarnant une nouvelle conception de la politique en Afrique, les soutiens de Thomas SANKARA étaient très nombreux.

<sup>28</sup> L'épouse du président burkinabé, Chantal Compaoré est issue d'une famille du clan de Félix Houphouët Boigny et garde d'importants intérêts économiques en Côte d'Ivoire.

<sup>29</sup> R. BANEGAS et R.OTAYEK – *Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne* - Revue Politique africaine n°89 – 2003

discret de l'opposition ivoirienne. Le FPI et Laurent Gbagbo ne se montreront sans doute pas à la hauteur des espoirs que le dirigeant burkinabé avait placé en eux. En effet, lorsque Laurent Gbagbo, arrive enfin au pouvoir et commence lui aussi à jouer de l'instrumentalisation de l'ivoirité, il devient alors l'homme à abattre.

Parallèlement au Burkina Faso, les élections présidentielles prévues en 2005 se présentent mal. L'assassinat d'un journaliste hostile au pouvoir en place<sup>30</sup> tourne à l'imbroglio politico-judiciaire. D'autre part, la constitution ne permet normalement pas au même homme de réaliser plus de deux mandats présidentiels – le président Compaoré sera en 2005 à la tête du Burkina Faso depuis plus de 18 ans. Enfin, l'opposition se fait plus virulente et se montre pour la première fois menaçante pour le régime en place lors des élections municipales de 2002. Le président Blaise Compaoré profite alors de l'oppression des Burkinabés en Côte d'Ivoire pour ressouder l'opinion nationale autour de sa personne.

Même si les immigrés burkinabés ne sont que quelques dizaines de milliers à rentrer au pays, ces retours médiatisés touchent l'ensemble de la population du Burkina Faso. En effet, parmi les neuf millions d'habitants que compte le pays, presque tous ont un cousin ou un frère en Côte d'Ivoire. Le Rassemblement patriotique burkinabé (RPB) lié au Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP – parti du président) orchestre de nombreuses manifestations de soutien au président, présenté comme le seul pouvant préserver les intérêts des millions de Burkinabés vivants en Côte d'Ivoire. Les chercheurs Richard Banégas et René Otayek ne croyaient sans doute pas si bien dire quand ils estimaient en 2003 que « *la dégradation de la situation en Côte d'Ivoire pourrait lui [Blaise Compaoré] fournir le prétexte rêvé pour se présenter en dernier rempart face au danger qui menace les ressortissants étrangers qui y vivent* ». Fort de cette nouvelle image de « père » de la nation burkinabé et soutenu par le Ghana et la Libye<sup>31</sup>, Blaise Compaoré est réélu en 2005 (80,35%) pour son troisième mandat de sept ans à la tête du Burkina Faso.

#### **b) Peut-on parler de soutien à la rébellion ?**

L'implication du Burkina Faso dans la crise ivoirienne ne laisse aujourd'hui plus beaucoup de doute. Toute la difficulté est de juger du rôle exact joué par les plus hautes personnalités de l'Etat burkinabé. En effet, Blaise Compaoré aurait-il prit le risque d'exposer plus encore ses compatriotes en Côte d'Ivoire et de mettre en péril les fragiles équilibres du Burkina Faso ?

---

<sup>30</sup> Affaire Norbert Zongo : L'entourage proche (son frère entre autres) du président Compaoré est soupçonné d'avoir assassiné le rédacteur en chef du Journal l'*Indépendant* connu pour ses prises de position contre le régime en place.

<sup>31</sup> Rapport IRIN/ONU - Blaise Compaoré, un président en quête de légitimité – (2005) ; Rapportant des propos du directeur de campagne : « ...La campagne aurait coûté 983 millions de FCFA au CDP et à ses bienfaiteurs, dont le Ghana et la Libye. »

Certains faits aujourd'hui connus, ne sont cependant pas sujets à interprétation. Le gouvernement burkinabé a, par exemple, logé entre 2000 et 2003 des opposants ivoiriens dans des villas mises à leur disposition. Une partie des principaux protagonistes de la rébellion<sup>32</sup> a profité de cette aide. Le soutien logistique et la planification du soulèvement de septembre 2002 sont plus délicats à établir, mais il est hautement improbable que ces actions aient pu être organisées à l'insu du président Compaoré.

Il semble par ailleurs que les réseaux d'approvisionnement et de financement, qui avaient fait leurs preuves dans le conflit libérien, aient été réactivés<sup>33</sup>. La présence de 4x4 flambants neufs dans le Nord de la Côte d'Ivoire, quelques jours seulement après la naissance du mouvement rebelle ainsi que la reprise du trafic nocturne de gros porteurs sur l'aéroport de Ouagadougou tendent à confirmer les soupçons qui pèsent sur le Burkina Faso.

Pour autant, les pressions diplomatiques sur le Burkina Faso n'ont jamais réellement poussé Blaise Compaoré à infléchir sa politique interventionniste dans la région. Sûr du soutien français, le bon élève du FMI n'a jamais craint les mises en cause du Conseil de sécurité des Nations Unies<sup>34</sup> ni les menaces des Etats-Unis qui l'ont classé parmi les Etats « voyous ».

Si les principaux voisins de la Côte d'Ivoire ont eut un rôle sans doute important dans la gestation et le déroulement de la crise, il faut noter que leurs dirigeants sont restés, au moins en affichage, relativement mesurés. Des réactions plus vives ou une intervention directe sur la scène ivoirienne auraient pu avoir des conséquences bien plus importantes. Mais la crise n'est toutefois pas encore arrivée à son terme...

## **B. Une communauté internationale peu efficace**

Modèle de développement dans les années 1970, moteur économique de l'Afrique de l'Ouest, exemple de réussite de la décolonisation française, la Côte d'Ivoire malade attire à son chevet nombre d'acteurs, au premier rang desquels l'ancienne puissance tutélaire, la France. Elle sera rapidement suivie par les organisations africaines puis internationales qui ne seront pas plus efficaces dans la résolution d'une crise particulièrement complexe. Un rapide état des lieux semble indispensable pour replacer la crise ivoirienne dans son contexte.

---

<sup>32</sup> Ibrahim Coulibaly (« IB ») – Inculpé en France pour " participation à une association de malfaiteurs dans le cadre d'une entreprise terroriste ", il semble qu'il soit aujourd'hui au Bénin, mais aussi Tuo Fozilé, Chérif Ousmane...

<sup>33</sup> R. BANEGAS et R. OTAYEK – *Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne* - Revue Politique africaine n°89 – 2003

<sup>34</sup> En particulier pour son rôle dans la guerre du Liberia à travers ce qui a été appelé l'axe Tripoli/Ouagadougou/Monrovia & Pierre Prier – *Kadhafi se rêve en parrain du continent* – Le Figaro – 4 février 2003

## 1. La France met sa nouvelle politique africaine à l'épreuve

En 2000, l'accession de Laurent Gbagbo à la magistrature suprême en Côte d'Ivoire est saluée par le gouvernement français (Cohabitation – L. Jospin premier ministre). Les socialistes au pouvoir en France pensent, peut être naïvement, que la démocratie est enfin installée en Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo est bien connu d'eux, et en tant que membre de l'internationale socialiste à travers le FPI, il inspire confiance. Les conditions lui ayant permis d'arriver en tête du scrutin n'ont alors que peu d'importance (il ne sera déclaré infréquentable par François Hollande qu'en octobre 2004).

En septembre 2002, lorsque la rébellion passe à l'offensive et s'empare de la partie Nord du pays, la France propose au président Gbagbo, alors en voyage en Italie, de l'accueillir sur son sol. Ne voulant pas acter par ce geste sa perte de contrôle, il rentre en Côte d'Ivoire et demande à l'ancienne puissance coloniale d'intervenir face à l'agression subie, en vertu des accords de défense qui existent entre les deux pays. Après quelques tergiversations, la France s'implique sur les terrains militaires et diplomatiques – officiellement d'une part pour protéger les ressortissants étrangers, d'autre part pour éviter un massacre dans les zones urbanisées du Sud. Elle met du coup à l'épreuve une nouvelle politique africaine<sup>35</sup> qui fait suite au « ni ingérence, ni indifférence », ligne de conduite du gouvernement de Lionel Jospin en Afrique. Cette implication la pousse alors dans un engrenage dont elle aura du mal à sortir. Sur le terrain militaire, cette intervention gèle le partage du pays, privant dans un premier temps les rebelles d'une victoire acquise – compte tenu de l'incapacité des forces loyalistes de réagir – puis ultérieurement empêchant le gouvernement ivoirien de repousser l'offensive. Sur le terrain diplomatique, en poussant le président Gbagbo à accepter les accords de Marcoussis qui associent les factions rebelles, la France offre une légitimité politique à la rébellion sans reconnaître ses soutiens extérieurs. Elle donne en quelque sorte une prime à l'action armée au détriment du verdict des urnes.

Dès lors, la France se trouvera prise entre deux feux, celui d'un président Gbagbo déçu de l'attitude de « son ancien amour<sup>36</sup> » et celui des rebelles prompts à dénoncer le supposé parti pris français. L'enchaînement des événements ne fera que confirmer cette inextricable prise en tenaille. En 2004, *The Guardian* titrera d'ailleurs un article sur la Côte d'Ivoire: *France's little Iraq* (Le petit Irak de la France).

---

<sup>35</sup> D de Villepin déclarait le 13 juin 2003 devant les auditeurs de l'IHEDN « *En Côte d'Ivoire, les accords de Marcoussis ouvrent la voie à un nouveau modèle de résolution des crises* »

<sup>36</sup> V. HUGEUX – L'Express - *L'amour déçu de Laurent GBAGBO* – Octobre 2002

Le 6 novembre 2004, un camp français à Bouaké est pris pour cible par l'aviation ivoirienne. Neuf soldats français sont tués. Il semble alors que plus rien ne sera jamais comme avant. L'électrochoc fait sans doute prendre conscience du double jeu de Laurent Gbagbo. C'est désormais la fermeté plus que le dialogue qui rythmera les relations entre les deux pays. Et c'est aussi sans doute une inflexion dans la politique africaine de la France qui choisira plus tard son camp au Tchad ou en Centrafrique face à des agressions contre le pouvoir en place, mais aussi au Togo à travers un soutien marqué à Faure Eyadema.

Consciente des limites que lui impose son statut d'ancienne puissance coloniale, la France va encourager les initiatives africaines et s'efforcer d'impliquer les Nations Unies pour ne pas faire de cette crise une affaire franco-ivoirienne.

## **2. Les tentatives infructueuses des organisations africaines**

L'Union africaine<sup>37</sup> (UA) fait face, avec la Côte d'Ivoire, à la première crise majeure de sa jeune histoire. Les voisins régionaux exclus, les réactions officielles sur le reste du continent africain se résument à une ferme condamnation du coup de force et de la rébellion armée comme moyen de lutte politique. L'Angola est le pays qui manifeste le soutien le plus solide au pouvoir ivoirien<sup>38</sup>. Dès le déclenchement de la crise, les parties en présence sont encouragées à trouver un accord de paix dans le cadre régional de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le rôle prédominant de la Côte-d'Ivoire dans la sous-région sur le plan économique laisse en effet présager des retombées négatives sur tous les autres pays membres.

La médiation politique qui est alors engagée – sommet d'Accra et pourparlers de Lomé entre septembre 2002 et mars 2003 – a pour principal résultat de montrer les profondes divisions qui existent entre les différents chefs d'Etat Ouest africain. Plusieurs d'entre eux (Wade, Eyadema, Bongo, Kufuor, Compaoré) vont œuvrer de manière individuelle pour tenter de créer les bases d'une résolution rapide de la crise. Mais la légitimité du président Compaoré est rapidement mise en cause et le président élu du Sénégal, Abdoulaye Wade, émet ouvertement des réserves sur la capacité de négociation du despote togolais Eyadema. Un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement ivoirien et les rebelles du MPCCI voit tout de même le jour et un contingent régional est mis sur pied. Cette force d'interposition (ECOFORCE) de 3.500 hommes qui doit recevoir un soutien logistique européen restera longtemps pénalisée par un manque de moyens. Elle est composée essentiellement de voisins régionaux (Togo,

---

<sup>37</sup> Elle se substitue le 11 juillet 2000 (signature de la charte à Lomé) à l'Organisation de l'Unité Africaine avec pour objectif de renforcer l'union entre les Etats africains

<sup>38</sup> Le président Dos Santos aurait participé à l'effort de guerre ivoirien par l'envoi de mercenaires et la vente de matériel d'armement. Nombreuses sources dont : Thomas HOFNUNG – *La crise en Côte d'Ivoire* – 2005

Bénin, Niger, Ghana et Sénégal) qui, au cours de l'intervention, n'ont pu se montrer totalement désintéressés face aux trafics en tous genres se développant dans le pays en crise. C'est en particulier le cas du contingent ghanéen qui est soupçonné de profiter des échanges illicites sur la frontière avec son propre pays.

La médiation conduite par le président Thabo M'beki, à partir de novembre 2004, est sans doute celle qui commence de la manière la plus encourageante. Soutenue par l'UA et saluée par l'ONU, l'initiative Sud africaine ne tient malheureusement pas toutes ses promesses. Après quelques mois, la rébellion annonce qu'elle ne reconnaît plus le médiateur Thabo M'Beki, désormais trop proche de Laurent Gbagbo et donc partial.

Les négociateurs africains se focalisent souvent sur des questions de personnes plus que sur des problèmes de fond. En fait, les rivalités entre certains chefs d'Etats d'Afrique de l'Ouest retardent l'avancement des négociations et diminuent la crédibilité des instances régionales face à la communauté internationale. C'est donc sur la France et les Nations Unies que reposent véritablement les espoirs de résolution de la crise ivoirienne.

### **3. Une organisation des Nations Unies qui manque de volonté et de moyens**

Les Nations Unies sont doublement forcées de s'impliquer dans la crise ivoirienne dès la fin de l'année 2002. D'une part sur le plan humanitaire car des exactions ont été commises et si les réfugiés ne sont pas encore nombreux, ils pourraient se compter en millions. D'autre part sur le plan militaire où l'absence d'une force africaine conséquente de maintien de la paix montre les limites d'une solution exclusivement africaine. Les résolutions du conseil de sécurité vont alors se succéder<sup>39</sup>.

Il s'agit tout d'abord dès le début 2003, de confier aux forces françaises et Ouest africaines, la surveillance du respect des accords d'interruption des combats. Puis, dans l'optique de préparer un nouveau scrutin présidentiel plus représentatif, de soutenir les opérations de désarmement – démobilisation – réinsertion (DDR) et d'œuvrer à l'organisation de nouvelles élections (modification de la constitution – art 35 sur l'éligibilité du candidat à la présidentielle, recensement des électeurs...). En l'absence de réels progrès, les élections sont repoussées d'abord du mois d'octobre 2005 à octobre 2006 puis désormais 2007. Au cours du temps, les pouvoirs du premier ministre et du gouvernement (qui ne sont pas contrôlés par Laurent Gbagbo) sont renforcés sans pour autant totalement mettre hors du jeu le président élu qui se replie sur son pouvoir constitutionnel.

---

<sup>39</sup> Pas moins de 14 résolutions en 4 ans ; Numéros : 1464, 1498, 1514, 1528, 1584, 1594, 1600, 1603, 1609, 1632, 1633, 1643, 1652, et 1657

Parallèlement au déploiement de casques bleus (*Cartes 11 et 12*) (qui doivent leur crédibilité en grande partie au soutien de la force française « Licorne »), d'autres actions sont orchestrées par la communauté internationale, avec le soin de toujours associer les pays africains et en particulier une partie des voisins de la Côte d'Ivoire. Parmi ces initiatives, il faut citer le Groupe de travail international<sup>40</sup> qui a pour mission d'évaluer et suivre la transition en Côte d'Ivoire et d'apporter au gouvernement ivoirien l'assistance nécessaire à la poursuite du processus de paix et à la tenue d'élections. Début 2007, malgré des efforts indiscutables et une implication personnelle permanente, le secrétaire général des Nations Unis sortant, Kofi Annan (Ghanéen) laisse des dossiers africains plus sensibles que jamais à son successeur Ban Ki-moon.

\*\*\*\*\*

Les fondements de la crise ivoirienne ne sont pas à rechercher dans les seuls soubresauts économiques des vingt dernières années. Ils sont plus profonds et débordent largement le seul territoire de la Côte d'Ivoire. Ce n'est donc pas dans une optique ivoiro-ivoirienne qu'il faut rechercher la solution de cette crise. Une approche pays par pays (le long de l'arc de crise Ouest africain) et un manque de fermeté des institutions internationales ont laissé au président ivoirien l'espace nécessaire pour déployer son jeu favori, gagner du temps.

---

<sup>40</sup> Le GTI a été créé le 6 octobre 2005 à Addis Abeba lors de la réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine et avalisé par le Conseil de sécurité des Nations unies par la résolution 1633. Il est composé de représentants de la CEDEAO et de l'Union africaine, du Bénin, du Ghana, de la Guinée, du Niger, de l'Afrique du Sud, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de l'Union européenne, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la Banque mondiale et du FMI.

### III. LES RISQUES D'UN CONFLIT REGIONAL

Profitant des hésitations de la communauté internationale, le président Gbagbo s'accroche à son pouvoir. Pendant ce temps la nation ivoirienne ne se construit pas. Au contraire, elle cultive des antagonismes et des rivalités auxquelles aucune solution de paix ne s'attaque réellement. Si les problèmes de fond ne sont pas abordés, la Côte d'Ivoire va sombrer et risque d'entraîner avec elle, une Afrique de l'Ouest fragile.

#### A. L'enlèvement de la crise peut conduire à la désagrégation de la Côte d'Ivoire

Au delà des aspects économiques directs dus à l'interruption des échanges, ce sont les conséquences humanitaires et démographiques de la crise ivoirienne qui risquent d'influencer la vie des pays voisins dans un futur proche. Les populations déplacées, dont une partie a choisi le retour dans le pays d'origine, risquent en effet de provoquer de sérieux problèmes sociaux dans des régions déjà affaiblies. Plus important encore, passé ce retour au pays conjoncturel, il sera presque impossible d'éviter tôt ou tard un nouvel afflux vers les zones plus riches du Sud.

#### 1. L'étouffement de l'hinterland n'aura pas lieu...pour l'instant

La Côte d'Ivoire était, il y a encore peu, le pays de transit privilégié pour les marchandises les pays de l'hinterland (Mali, Burkina Faso et même Niger). Les difficultés immédiates engendrées par la crise semblent pourtant avoir été surmontées grâce à un redéploiement des échanges dans la sous région.

Le Burkina Faso et le Mali sont jusqu'au déclenchement de la crise ivoirienne fortement dépendants des échanges avec la Côte d'Ivoire. Début 2000, plus de deux tiers de leurs importations maritimes transitent par les ports de Côte d'Ivoire et une grande partie du commerce régional<sup>41</sup> y est absorbé grâce au niveau de vie des Ivoiriens. L'interruption des échanges Nord-Sud sur le territoire ivoirien fait donc craindre l'étouffement des pays enclavés qui se trouvent privés d'infrastructures éprouvées (chemin de fer Abidjan / Bobo-Dioulasso / Ouagadougou en particulier) et de leurs accès traditionnels à la mer. Pourtant, les réseaux commerçants avaient déjà étonnamment anticipé cette interruption et ont su rapidement adapter leurs comportements dans une perspective de long terme. Ils se sont effectivement projeté, dès le début de la crise, dans une Afrique de l'Ouest « post-Côte d'Ivoire<sup>42</sup> ». Les flux de marchandises ont été détournés vers le Ghana, le Togo, mais aussi le Benin et le Nigeria qui ont profité de cette opportunité pour réorganiser leurs ports et proposer une alternative durable au modèle

---

<sup>41</sup> 700 000 Bovins maliens et burkinabé par an et 2/3 de la production d'oignon, par exemple.

<sup>42</sup> SOULE Bio G – *L'impact de la crise ivoirienne sur le commerce régional* – Revue Afrique contemporaine – N°206 – Eté 2003

économique historique. Le port de Tema au Ghana a ainsi vu son trafic multiplié par dix en moins de trois ans de 2000 à 2003. Lomé au Togo et Cotonou au Bénin ont également profité de cet essor dans des proportions légèrement moins importantes.

Il apparaît donc que les pays bordant le Golfe de Guinée ont profité de la réorganisation du commerce régional sans que les pays de l'hinterland ne souffrent durablement d'une rupture des liens avec l'étranger. Le Ghana qui a longtemps souffert de problèmes économiques profonds, est aujourd'hui au cœur de la nouvelle structuration des transits économiques de toute la région et occupe en cela le rôle qu'avait autrefois la Côte d'Ivoire. Ce renversement de tendance est aussi une revanche de l'histoire qui peut être mal ressentie par les Ivoiriens. Le contentieux entre les deux pays n'est pas nouveau. La rivalité entre les présidents Houphouët Boigny et N'Krumah (ex-président renversé du Ghana), un des pères du panafricanisme, avait durablement tendu les relations entre les deux pays dans un mélange de méfiance et de jalousie. Le Nigeria est l'autre grand gagnant de la crise. Des deux puissances Ouest africaines qui se disputaient le leadership régional, le géant démographique est désormais le seul à pouvoir prétendre occuper une place réellement prépondérante. Mais la construction d'une dynamique autour d'un seul pôle dominant a ses limites, d'autant plus que le Nigéria est loin d'être un modèle de stabilité.

La Côte d'Ivoire pourrait être pour longtemps « hors jeu ». La fierté ivoirienne devra sans doute s'accoutumer d'un rôle de second plan. Les illusions d'un pays d'élites, locomotive d'une région toute tournée vers lui, sont définitivement perdues. Cette réalité risque de renforcer encore « *les frustrations sociales [...] cristallisées dans des réflexes ethniques ou xénophobes*<sup>43</sup> »

## **2. Les flux démographiques restent un facteur de tension**

A la fin de l'année 1999, après les affrontements de Tabou (Ouest de la Côte d'Ivoire) entre des autochtones et des Burkinabès qui occupaient des terres depuis parfois 20 ans, les étrangers comprennent qu'une période est révolue, celle d'une époque où Houphouët Boigny déclarait « *la terre appartient à celui qui la cultive* ».

---

<sup>43</sup> D. COGNEAU, S. MESPLE-SOMPS - *Les illusions perdues de l'économie ivoirienne et la crise politique* - Revue Politique africaine – 2003

### a) Un retour au pays limité

En l'absence de données fiables, les estimations les plus crédibles font état de près d'un million de personnes<sup>44</sup> rentrées au pays pour le seul Burkina Faso. Sur le plan économique, le retour de centaines de milliers de réfugiés prive les pays concernés (Burkina Faso et dans une moindre mesure Mali) d'une bonne part de leurs revenus extérieurs et leur pose les mêmes problèmes fonciers qui perturbent depuis plusieurs années la Côte d'Ivoire.

Dans les zones les plus proches de la frontière ivoirienne, « *les tensions sont réelles entre allogènes et autochtones*<sup>45</sup> », mais le secteur informel a permis d'amortir en partie les conséquences de ces retours. Certains « rapatriés » ont même profité des nouveaux filons commerciaux qui se sont clandestinement installés entre les frontières de la Côte d'Ivoire et du Burkina ou du Mali. En effet, si l'exportation de coton ivoirien a décliné, c'est sans doute au profit des pays limitrophes qui ont vu la leur exploser, alimentant tout un commerce parallèle<sup>46</sup> lucratif.

Le retour des diasporas dans leur pays d'origine est amorcé (sans évoquer les Français), mais le phénomène reste toutefois limité. Si des solutions improvisées ont jusqu'à présent permis de faire face, ce retour pourrait s'avérer dramatique dans le cas d'une reprise de la persécution des communautés immigrées. Le risque serait alors une véritable explosion des économies de ces pays mais aussi un bouleversement de tous les équilibres fragiles (alimentaires, politiques...) qui leur permettent pour l'instant de ne pas sombrer.

### b) Une recomposition inévitable

Même en prenant en compte les ravages du sida, Laurent Bossard prévoit qu'il y aura au moins 120 millions d'Africains de l'Ouest de plus d'ici une génération. Cet accroissement de population n'est pas sans conséquence. L'Afrique de l'Ouest sera pendant encore une longtemps une région en déséquilibre et « *l'une des sources majeures de tension sera probablement les migrations des régions pauvres vers les régions les mieux dotées en ressources et vers les villes* » (**Carte 13**). Le facteur immigration, générateur de tensions en Côte d'Ivoire ne disparaîtra pas dans les années à venir. Au contraire, il ne peut que s'intensifier sur toute la zone Ouest africaine, au risque de relancer une crise qui est loin d'être éteinte. Et même si la Côte d'Ivoire, par l'affirmation et l'ancrage d'idées xénophobes ne reste pas la destination privilégiée, les flux de populations du Nord se réorienteront vers les pays limitrophes enfin

---

<sup>44</sup> *Difficile retour au pays pour des millions de burkinabés ayant fui le conflit en Côte d'Ivoire* – IRIN/ONU – 25 novembre 2006

<sup>45</sup> Ibidem 44

<sup>46</sup> « Etude diagnostic des organisations et des procédures de la filière café-cacao de Côte d'Ivoire » Rapport du 18 janvier 2006 de Alain GOURDON pour la Commission européenne

stabilisés (Liberia), ou qui auront su profiter de la crise ivoirienne pour s'enrichir (Ghana, Togo...). Les tensions actuelles qui opposent en Côte d'Ivoire les « Dioulas » aux Bétés-Baoulés, pourraient bien se répéter à nouveau au Libéria dans l'inéluctable déséquilibre entre le groupe Mandé et le groupe Kru (Kran), mais aussi à l'Est par l'amplification « oppressante » de la présence des Voltaïques dans les zones côtières originellement occupées par les Kwa (Akan,...).

Une solution proposée par Laurent Brossard pourrait être le développement économique « à marche forcée » de pôles de migration intra-zonaux. Une étude sur la zone frontalière Sikasso(Mali) – Korhogo (Côte d'Ivoire) – Bobo Dioulasso (Burkina Faso) propose des pistes assez convaincantes<sup>47</sup>.

### **3. Explosion des frontières coloniales**

Les flux irrésistibles de population, l'imbrication totale des communautés, la frustration toujours plus forte des Ivoiriens « de souche » et l'incapacité politique à dépasser des intérêts ethniques peuvent conduire à une « balkanisation » de la région.

Il semblait déjà difficile de surmonter des clivages qui durent depuis plusieurs siècles. Mais après les exactions et les règlements de comptes perpétrés par l'ensemble des parties, la réconciliation est inaccessible. Durant l'interlude colonial, prolongé par une période houphouetiste prospère, les Ivoiriens ont pu croire en une réelle unité nationale. Mais ces peuples ne se rassemblent autour d'aucun acte fondateur qui pourrait agir comme le ciment d'une nation. Il deviendra alors rapidement légitime de s'interroger sur l'intérêt de vivre ensemble pour des populations qui ne se connaissent plus de point commun,.

Quelle idée de nation pour la Côte d'Ivoire? Ne serait-il pas nécessaire de se séparer tant qu'il en est encore temps ? Mais selon quelles frontières, car les dioulas sont aussi présents à Abidjan dans des proportions conséquentes<sup>48</sup> ? Un fractionnement de la Côte d'Ivoire aurait un impact sur les frontières de toute la région. La remise en cause des frontières coloniales, pour mettre en cohérence les territoires et leur peuplement, créerait alors un précédent qui conduirait à une inévitable extension des troubles sur les pays limitrophes. Un découpage dentelé à la manière de la Bosnie Herzégovine (accord de Dayton) ne pourrait s'inscrire que dans une perspective de forte intégration régionale. Encore faudrait-il pour cela un attrait fort vers un objectif reconnu de tous. Si l'Union européenne peut jouer ce rôle pour les

---

<sup>47</sup> « Diagnostic et enjeux de développement et de coopération au sein de la zone frontalière Sikasso – Korhogo – Bobo Dioulasso » - OCDE – Septembre 2002

<sup>48</sup> Les résultats des élections municipales de 2001 donnent une idée assez précise de l'imbrication des communautés de différentes origines.

Balkans, ce n'est certainement pas le cas de la CEDEAO ou de l'UEMOA<sup>49</sup> pour les pays Ouest africains aujourd'hui.

## **B. Si la « guerre nomade »<sup>50</sup> s'empare de l'Afrique de l'Ouest**

En Afrique de l'Ouest comme dans l'Est du Congo, les parties en présence ont utilisé des milices, des mercenaires ou des bandes armées pour mener à bien leurs opérations. Ils risquent aujourd'hui de perdre le contrôle de ces forces supplétives. C'est peut être à une « congolisation » de la région à laquelle il faut se préparer.

### **1. La Côte d'Ivoire aux mains des milices**

Au Nord comme au Sud, les forces politiques ont assis leur pouvoir sur des forces militaires plus ou moins structurées (FANCI au Sud et Forces Nouvelles au Nord) mais aussi sur de véritables milices dont la loyauté et la fidélité sont très relatives. Les dérapages ont déjà été nombreux et une totale autonomisation n'est pas à exclure<sup>51</sup>.

#### **a) Au Sud : des milices pilotées par le pouvoir**

Laurent Gbagbo a commencé son combat politique dans la clandestinité et a toujours appuyé son combat d'opposant historique au PDCI sur une stratégie de contournement. Cette longue lutte clandestine a fait de lui un maître dans l'art de l'affrontement indirect et dans la manipulation. Il n'est pas surprenant, qu'enfin arrivé au pouvoir après 30 ans de quête, il use des mêmes méthodes pour s'y maintenir. Parallèlement à l'appui de commandos étrangers (principalement libériens – décrits plus haut) et de mercenaires, il instrumentalise la rue et une partie de la jeunesse à travers une presse-propagande particulièrement virulente et des groupes syndicaux politisés. Un des plus farouches partisans du président Laurent Gbagbo est Charles Blé Goudé. Ce dernier s'appuie sur le mouvement des Jeunes patriotes majoritairement composé d'étudiants et de jeunes gens. Selon de nombreuses sources officieuses, il serait directement piloté par la présidence et recruterait ses manifestants pour quelques milliers de francs CFA. Une autre figure emblématique des mouvements de rue est Eugène Djué, considéré comme l'un des protégés de Simone Gbagbo. Son fait d'arme le plus connu est sa tentative de reconquête de Bouaké à la tête de jeunes fanatisés. Tout deux sont accusés d'être les instigateurs des manifestations violentes qui ont visé l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (Onuci).

---

<sup>49</sup> Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

<sup>50</sup> HOFNUNG Thomas – La crise en Côte d'Ivoire (Dix clés pour comprendre) – Ed La découverte –2005

<sup>51</sup> Le 23 Janvier 2005, dans un rapport au Conseil de sécurité, Kofi Annan dénonce la mobilisation des milices dans tout le pays, et craint que la situation n'évolue «hors de tout contrôle».

La « voie des armes » choisie par Blé Goudé<sup>52</sup> et l'argent facile des « barragistes » qui rackettent les voyageurs<sup>53</sup> sont des habitudes qu'il sera difficile de faire passer. Il sera encore plus délicat, la paix revenue, de renvoyer dans l'ombre une jeune génération militante qui pense s'être forgé une légitimité politique dans le combat des factions. Les marionnettes d'hier pourraient devenir les fauteurs de trouble de demain.

### **b) Au Nord : un amalgame hétérogène de bandes armées**

Les actions rebelles au Nord n'ont pas été portées dès le départ par une réelle ambition politique. C'est Guillaume Soro, qui sans réelle légitimité<sup>54</sup> a su rassembler ces mouvements. Cette unité politique dans la mouvance des Forces nouvelles n'a pas empêché les affrontements sanglants entre factions et les rivalités entre les différentes branches rebelles. Ibrahim Coulibaly (« IB ») n'a jamais accepté la prise en main de Guillaume Soro et selon l'ONU de nombreuses violations des droits de l'homme auraient été enregistrées dans la zone rebelle<sup>55</sup>. Des régions entières ont été confiées à de petits chefs militaires qui se sont autoproclamés gouverneurs, gérant la vie publique et rendant la justice. Là aussi, la nouvelle génération politique pourrait venir contester l'ordre établi et remettre en cause la domination du RDR et d'Alassane Ouattara dans une zone qui lui est historiquement acquise. Quatre ans de pouvoir donnent sans doute des habitudes auxquelles il ne sera pas facile de renoncer.

## **2. Le début des opérations « pay yourself »**

Formées en partie de jeunes desperados du fleuve Mano<sup>56</sup>, mais aussi de jeunes désœuvrés de Côte d'Ivoire ou de la région de Bobo Dioulasso au Burkina Faso, les bandes qui ont œuvrés dans la région sont tentées de mener leur propre guerre de pillage. Si les violences s'en trouvent exacerbées, c'est surtout la difficulté d'imposer un retour à la normalité qui pose problème. Ces individus armés, incontrôlés et souvent drogués se paient sur les terres occupées et ne reconnaissent plus, ni autorité, ni accord de paix ou cessez-le-feu. Ainsi, malgré un processus ambitieux de Désarmement – Démobilisation – Réinsertion (DDR) les Nations Unies ne peuvent empêcher les viols et les pillages contre les civils dans de vastes zones non contrôlées<sup>57</sup>. Certains combattants initialement impliqués dans les conflits du fleuve Mano se sont recyclés dans la « guerre » ivoirienne mieux rémunérée, mais

<sup>52</sup> Human Right Watch - Côte d'Ivoire : Le gouvernement doit reprendre les milices en main – Janvier 2006

<sup>53</sup> JP CHAUVEAU – *La situation de guerre dans l'arène villageoise*- Revue Politique africaine – Mars 2003

<sup>54</sup> Il a d'ailleurs ressenti le besoin de justifier sa présence dans le camp des rebelles : *Pourquoi je suis devenu un rebelle : La Côte d'Ivoire au bord du gouffre* (Broché) de Guillaume Soro, Serge Daniel

<sup>55</sup> Fofié Kouakou serait en partie responsable de l'une des plus graves : L'enquête de l'ONU conclut qu'au moins 60 de ces victimes sont mortes asphyxiées, après plusieurs jours de détention dans des conteneurs scellés, sans eau ni nourriture.

<sup>56</sup> Comfort Ero et Anne Marshall - « L'Ouest de la Côte d'Ivoire, un conflit libérien ? » - Revue Politique africaine – Mars 2003

<sup>57</sup> Human Right Watch – « Libéria : des combattants commettent viols et pillages dans les zones privées de soldats de maintien de la paix » - Janvier 2004

ils « s'autonomisent » à travers ce que l'ONG International Crisis Group appelle les opérations « *pay yourself* ».

### 3. La guerre de pays en pays

En 2002, ce transfert de combattants s'est fait d'un Liberia exsangue où il n'y avait plus grand-chose à voler, vers une Côte d'Ivoire plus riche. Cela pourrait se produire à nouveau cinq ans plus tard, d'une Côte d'Ivoire pillée, vers un voisin en meilleure santé économique. Cette guerre nomade qui court déjà depuis plusieurs décennies en Afrique de l'Ouest peut poursuivre son chemin de pays en pays. Les attraits ne manquent pas dans la région (*Carte 14*).

#### a) La Guinée en première ligne

La Guinée fait figure de pivot de la région. Elle possède des frontières communes avec la Sierra Léone et le Liberia au Sud, avec la Côte d'Ivoire à l'Ouest et le Mali, la Casamance sénégalaise et la Guinée Bissau au Nord. Ces pays ont tous été directement ou indirectement impliqués dans des conflits au cours des vingt dernières années.

Le régime dictatorial instauré au cours des années qui ont suivi l'indépendance a fait disparaître toute notion de protestation populaire. Mais, à l'heure où la succession du président Lansana Conté se pose, les problèmes de fond de la Guinée pourraient bien ressurgir. Les lignes de partage communautaires sont ici aussi prégnantes. Le pouvoir, aujourd'hui aux mains des Sossos<sup>58</sup> sera inévitablement pris par les Peuls ou « rendu » aux Malinké<sup>59</sup>.

Outre « *le millier de personnes tuées au cours de violences intercommunautaires qui ont accompagné les élections municipales de 1991, la Guinée a été épargnée jusqu'ici par l'instabilité et les conflits qui ont ravagé ses voisins de la région du fleuve Mano* »<sup>60</sup>. Pourtant, sa position géographique et la proximité culturelle avec une partie des populations plus au Sud, a fait de la Guinée non seulement une destination privilégiée pour de nombreux réfugiés (*Tableau 15*) mais aussi un acteur direct des conflits voisins. Les réfugiés sont en partie retournés dans leur pays d'origine, mais la Guinée ayant « *alimenté presque tous les conflits de la région, les troubles qu'elle a cultivé commencent désormais à se retourner contre elle* »<sup>61</sup>. Ici, comme en Côte d'Ivoire, les combattants étrangers ont été utilisés par le

---

<sup>58</sup> « *Le grade de commandant ou de colonel sont en majorité Sossos. Les officiers qui occupent le rang le plus inférieur sont soit les plus jeunes, soit ceux dont la promotion a été bloquée, souvent parce qu'ils n'étaient pas Sossos.* » Guinée : conjurer la descente aux enfers – International crisis group - Rapport Afrique N°94 – 14 juin 2005

<sup>59</sup> La guerre de Guinée – Bernard Lugan – Atlas historique de l'Afrique

<sup>60</sup> « GUINÉE: L'instabilité en Guinée menace les pays de la sous-région » - Janvier 2007- IRIN – UN OCHA

<sup>61</sup> GUINÉE: conjurer la descente aux enfers – International crisis group - Rapport Afrique N°94 – 14 juin 2005

régime de Conté comme par ses opposants. Une paix fragile s'installant au Liberia, les combattants du LURD recrutés et entraînés en Guinée reviennent frustrés. Dans la région forestière à l'Ouest, du côté ivoirien, la proximité des « frères » Malinkés a permis le développement de tous les trafics (armes et munitions contre cacao et bois), si bien qu'un rapport récent d'International crisis group souligne que dans la région, la « *guerre est devenue bien plus lucrative que la paix* ».

Facteur plus important encore, l'heure venue, si le pouvoir central échappe aux Malinkés, la solidarité transfrontalière jouera sans aucun doute. Les rebelles ivoiriens n'ont pas oublié que l'un des hélicoptères détruit le 6 novembre 2004 par l'armée française était Guinéen, ceci n'étant qu'une illustration du soutien apporté par le pouvoir de Lansana Conte à Laurent Gbagbo. Par ailleurs, les ex-combattants de la région frontalière Guinée-Liberia, le long de la frontière écologique et politique entre savane et forêt concervent encore un souvenir exalté du seigneur de guerre devenu empereur Samory Touré. Il s'était opposé aux Anglais et aux Français à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Le lien est souvent fait avec « *l'héritage historique de l'empire Mande et la domination exercée sur une large partie de l'Afrique de l'Ouest du XIII<sup>ème</sup> au XV<sup>ème</sup> siècle. Les ex-combattants d'aujourd'hui parlent parfois de la restauration du glorieux empire mandingue comme étant leur mission à long terme.* <sup>62</sup>»

La situation des pays du fleuve Mano étant pour l'instant apaisée, les ONG et les institutions internationales ont quitté la Guinée. Les difficultés politiques longtemps masquées par leur présence apparaissent désormais au grand jour et l'instabilité qui secoue le pays pourrait mettre un terme aux efforts de paix entrepris par le Liberia et le Sierra Leone.

### **b) Toute l'Afrique de l'Ouest peut être ébranlée**

Associée à une résurgence des actions dans le Nord de la Côte d'Ivoire, une crise guinéenne entraînerait inévitablement un nouvel embrasement de la région (de la Casamance au Ghana) car rien n'est réglé. Un retour des combattants en Guinée leur permettrait de profiter de la faiblesse du pouvoir actuel. De plus l'Est guinéen très riche en diamants et en or peut attiser des convoitises.

Le Sud du Mali et celui du Burkina Faso disposent aussi de quelques mines d'or qui pourraient aussi être attrayantes. Mais plus encore que les richesses minières de ces pays, c'est leur relative fragilité qui pourrait amplifier la déstabilisation engendrée par la présence sur leur sol de bandes armées. Au Burkina Faso en particulier, fin 2006 une mutinerie pousse plusieurs centaines de soldats dans les rues et agite le pays pendant une semaine. Quand la plupart des reporters font état de simples revendications pécuniaires, certains journaux d'oppositions privilégient l'exaspération d'une partie de l'armée devant

---

<sup>62</sup> GUINÉE: conjurer la descente aux enfers – International crisis group - Rapport Afrique N°94 – 14 juin 2005

les abus de ses dirigeants. Sont cités entre autre « *les affaires juteuses avec la partie sous la responsabilité des forces nouvelles et contrôlées par trois gros porteurs burkinabés* », les « *contingents des missions onusiennes de maintien de la paix où les places seraient achetées* »<sup>63</sup>. D'autres sources font par ailleurs allusion aux diamants libériens qui seraient arrivés au Burkina Faso au cours des dix dernières années. Au Sud de Ouagadougou, les superbes villas au luxe ostentatoire en seraient les dividendes.

Une marche plus à l'Est de la guerre nomade n'est pas à exclure totalement. Elle peut être supportée par le pillage d'un Ghana enrichi pendant la crise ivoirienne et dont le sous-sol (dans sa partie Nord) est assez prometteur. Ce glissement qui pourrait toucher le Togo toujours fragile<sup>64</sup>, entraînerait un isolement encore plus prononcé des pays du Nord. Une telle perspective risque d'être encore accélérée par l'appât nigérian, pays beaucoup plus riche, qui lui aussi est en proie à des difficultés internes<sup>65</sup>. La chute du géant démographique serait alors sans commune mesure avec l'actuelle crise ivoirienne.

\*\*\*\*\*

Certains observateurs optimistes voient dans cette crise une étape vers la construction d'un espace civique et vers une nouvelle définition de la citoyenneté ivoirienne. Mais les jeux dangereux et les manipulations politiciennes ont ouvert un espace aux bandes armées avides et sans états d'âmes. Ils ont également fait émerger en Côte d'Ivoire une nouvelle génération politique ambitieuse et sans repères. Ces deux dynamiques, appliquées sur un espace géographique fragile, risquent de plonger l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest dans le chaos.

---

<sup>63</sup> *Leçon de sagesse pour dirigeants insouciant*s – L'observateur -8 janvier 2007 – Ouagadougou.

<sup>64</sup> Le pouvoir de Faure Eyadema est toujours contesté : « Les Togolais veulent que justice soit faite » - Janvier 2007 - IRIN – UN OCHA

<sup>65</sup> Le mouvement d'émancipation du Delta du Niger (Mend) est plus actif que jamais : « Au Nigeria, le pétrole de la colère » - Jean-Christophe Servant – Le monde diplomatique

## CONCLUSION : L'HEURE DES CHOIX

La Côte d'Ivoire est un véritable « patchwork » ethnique qui a alimenté son développement grâce à l'immigration des populations venues du Nord. Son dynamisme économique et sa politique interventionniste l'ont placé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. Aussi, il n'est pas surprenant que ses voisins se soient trouvés impliqués dans la crise ivoirienne. Le rôle joué par les pays voisins dans cette crise et l'étirement transnational des communautés peuvent avoir des répercussions sur un équilibre régional qui n'arrive pas, cinquante ans après la fin de la colonisation, à se construire.

Pourtant même si le Burkina Faso semble disposé à jouer le rôle de médiateur<sup>66</sup> dans les discussions entre les parties ivoiriennes, l'approche privilégiée reste uniquement ivoirienne. Les principaux facteurs qui ont fait éclater la crise sont toujours présents et un simple partage du pouvoir ne peut être vu que comme un nouveau subterfuge dilatoire du président Gbagbo. La France, bien heureuse de pouvoir sortir de ce guêpier fait semblant de croire à un accord durable. Mais le « dialogue direct », prôné depuis plusieurs semaines par le président ivoirien, a sans doute pour unique objectif de repousser une échéance électorale qu'il est sûr de perdre. De plus, en mettant en avant Guillaume Soro, Laurent Gbagbo peut en profiter pour initier une division au sein de l'opposition qui semble vouloir se ressouder<sup>67</sup>.

Les résolutions de l'ONU autorisent actuellement près de 10000 hommes à stationner en Côte d'Ivoire. Cumulés aux autres troupes de l'ONU dans la région (Libéria avec 15000), ce sont environ 25000 hommes<sup>68</sup> qui sont présent en Afrique de l'Ouest, soit le plus gros contingent jamais déployé pour une opération de maintien de la paix (*Cartes 12 et 14*). L'opportunité d'un règlement global est sans doute à saisir. Cependant, la volonté des hommes politiques africains d'aller vers une intégration régionale au sein d'un grand ensemble Ouest africain ne dépasse pas le stade des déclarations.

Passée l'illusion éphémère du miracle ivoirien, la Côte d'Ivoire dont Félix Houphouët Boigny rêvait aura du mal à devenir une réalité : « *La cité ivoirienne, elle est bâtie sur un roc inébranlable de*

---

<sup>66</sup> La médiation du président Blaise Compaoré a fait titrer avec beaucoup de justesse le journal burkinabé « l'Observateur » : *le pompier pyromane ?*

<sup>67</sup> L'alliance PDCI / RDR au sein des « anciens houphouetistes » n'atteindra sans doute pas les présidentielles.

<sup>68</sup> *ONU CI : Effectif au 31 janvier 2007*

Personnel en uniforme: 8 994 dont 7 850 soldats, 190 observateurs militaires et 954 policiers  
Personnel civil international: 358 ; Personnel civil local: 526 ; Volontaires des Nations Unies: 235

*MINUL : Effectif au 31 janvier 2007*

Personnel en uniforme: 15 216 dont 13 804 soldats, 199 observateurs militaires et 1 213 policiers  
Personnel civil international: 504 ; Personnel civil local: 941 ; Volontaires des Nations Unies: 220

*solidarité, d'amour et de fraternité. C'est l'oubli des erreurs passées, et c'est avec une totale ouverture de cœur dans la paix, dans la justice, dans la fraternité que nous bâtirons une Côte d'Ivoire riche, prospère, aimée de tous ses fils, admirée et respectée à l'intérieur* ». Le père fondateur de la Côte d'Ivoire qui avait repoussé l'intégration et le panafricanisme porte aujourd'hui une part de responsabilité dans les déboires de son pays. En effet, l'Afrique de l'Ouest ne se sortira sans doute de ses crises qu'à travers une nouvelle naissance panafricaine et fédéraliste. Mais cela nécessitera d'avoir aux commandes des dirigeants désintéressés et investis d'une mission les transcendants. Or, à en juger par l'entêtement de Laurent Gbagbo, la surdité aux appels de la rue de Lansana Conté ou le pouvoir despotique de la dynastie Eyadema au Togo, cela ne semble pas être le cas de la génération au pouvoir aujourd'hui.

## ANNEXES

### Chronologie des évènements (Source : l'Express)

**1960** : la Côte d'Ivoire accède à l'indépendance.

**1990** : instauration du multipartisme

**1993** : à la mort de Félix Houphouët Boigny, Henri Konan Bédié, assume la présidence.

**1995** : Bédié est élu président lors d'un scrutin boycotté par l'opposition.

**24 décembre 1999** : Coup d'état. Le général Robert Gueï, ancien chef d'état-major, annonce la mise en place d'un Comité national de salut public (CNSP).

**2000**

**Octobre** : Election présidentielle. Le RDR et le PDCI ont appelé au boycott du scrutin. Laurent Gbagbo se déclare «chef de l'Etat» . Un charnier contenant 57 corps est découvert.

**13 novembre** : le général Gueï reconnaît la légitimité de Laurent Gbagbo.

**10 décembre** : le FPI de Laurent Gbagbo remporte les élections législatives avec 96 élus, contre 77 au Parti démocratique de Côte d'Ivoire. Le RDR a boycotté le suffrage.

**2001**

**25 mars** : Elections municipales : revanche pour le RDR qui conquiert 64 communes. Le PDCI en remporte 58, les listes «indépendantes» 38, et le FPI du président Gbagbo 34.

**9 octobre** : ouverture du «Forum pour la réconciliation nationale»

**2002**

**Septembre** : Soulèvement militaire : centaines de victimes à Abidjan et à Bouaké. Le général Robert Gueï, est tué et Alassane Ouattara se réfugie à l'ambassade de France.

**Octobre** : le MPCI, branche politique de la rébellion, annonce vouloir renverser le régime. Les militaires français se déploient sur une ligne traversant le pays d'est en ouest dans le cadre de l'opération «Licorne».

**Novembre**: le MPIGO et le MJP revendiquent la prise de Man et Danané (extrême ouest).

**2003**

**Janvier** : arrivée à Abidjan des premiers éléments de la force ouest-africaine. Laurent Gbagbo accepte l'accord de Marcoussis..

**2004**

**4 avril**: début de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), avec le passage sous Casque bleu des 1 300 soldats ouest-africains.

**30 juillet**: signature à Accra d'un accord prévoyant des réformes politiques.

**Novembre**

Bombardent les positions des ex-rebelles dans leurs fiefs de Bouaké et Korhogo. Neuf soldats français sont tués. Le Sud-Africain Thabo Mbeki, mandaté par l'Union africaine, rencontre Laurent Gbagbo. L'ONU décrète un embargo sur les armes.

**Décembre**

Une commission d'enquête de l'Onu dénonce les «violations des droits de l'Homme» et «les assassinats politiques», au sud comme au nord.

**2005**

**Avril** : les principaux acteurs de la crise concluent à Pretoria un nouvel accord.

**Juin**: accord de Pretoria II.

**Octobre**: l'Union africaine se prononce pour le maintien à la présidence de Laurent Gbagbo après le 30 octobre et la nomination d'un nouveau Premier ministre de transition.

**2006**

**1er novembre** : une résolution de l'ONU prolonge d'un an le mandat de Laurent Gbagbo.

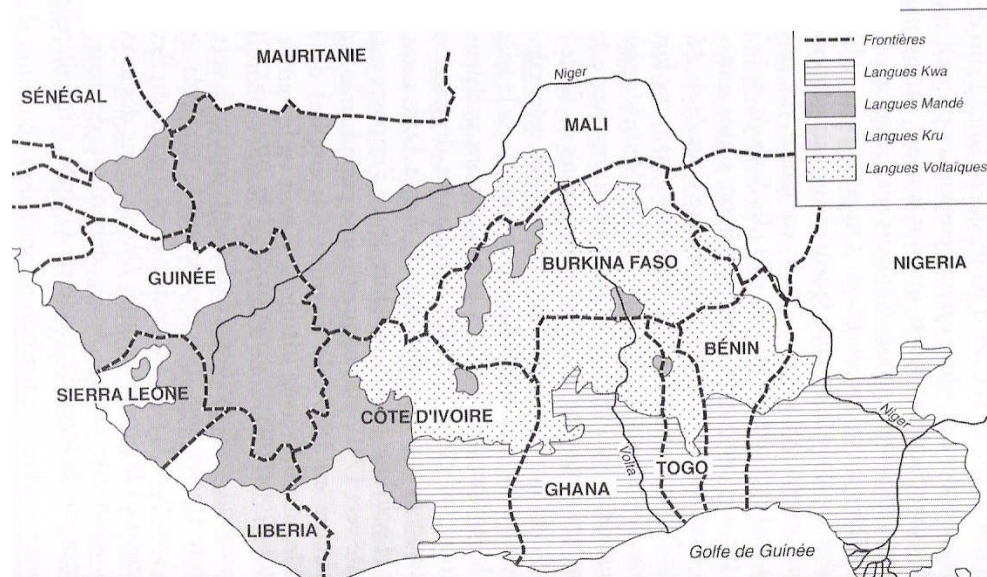
**2007**

**Février** : le « dialogue direct voulu par Laurent Gbagbo débouche sur un accord avec Guillaume Soro signé à Ouagadougou.

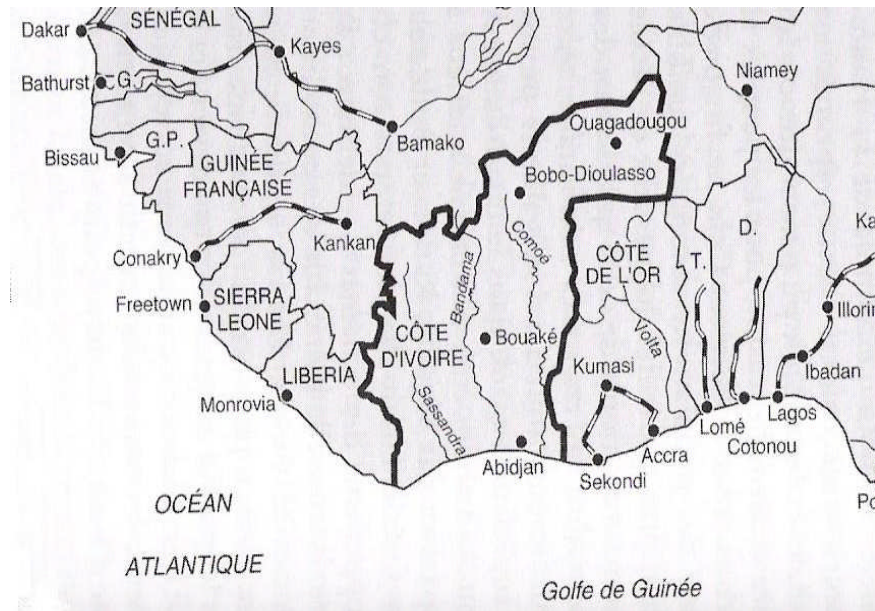
Cartes et figures



Carte 1: Répartition ethniques en Côte d'ivoire  
Source ONU



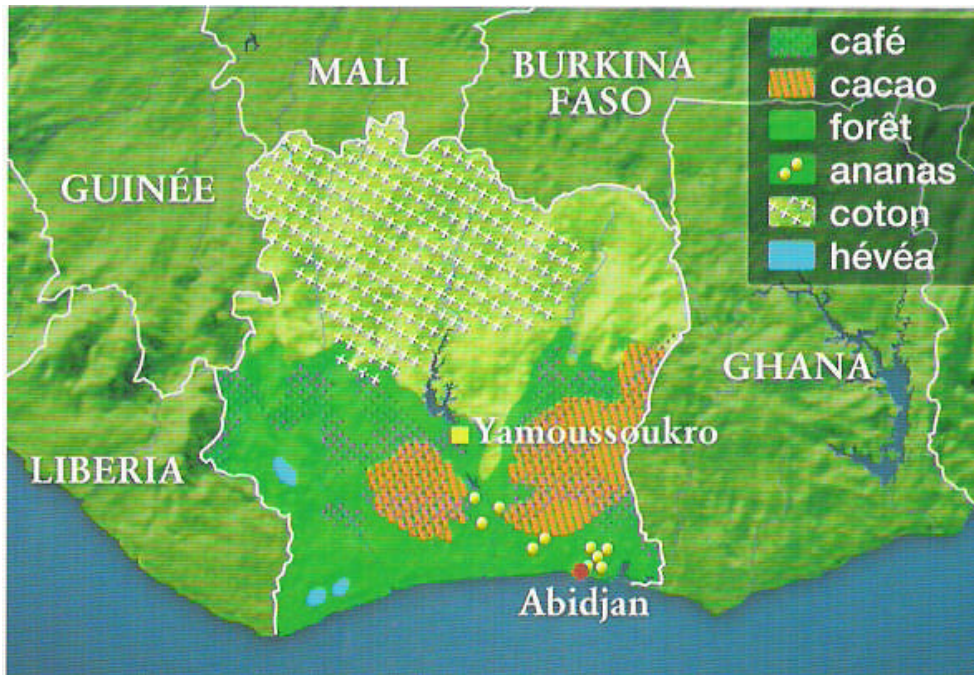
Carte 2 : Les groupes humain en Afrique de l'Ouest  
Source B. LUGAN - Atlas historique de l'Afrique



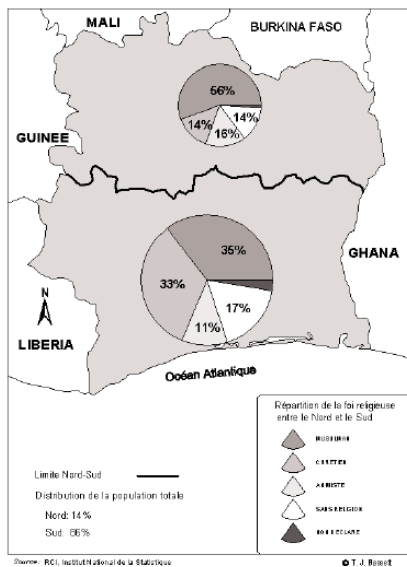
*Carte 3: La Côte d'Ivoire en 1932*  
 Source B. LUGAN - Atlas historique de l'Afrique



**Carte 4 : Les non ivoiriens par région**  
 Source Institut national de la statistique RCI dans la Revue Afrique contemporaine n°89



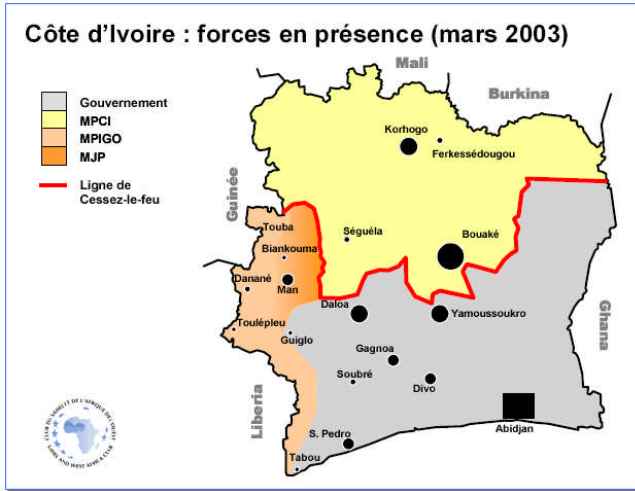
**Carte 5: Les zones de production agricole en Côte d'Ivoire**  
 Source : Le dessous des cartes Ed Taillandier



**Carte 7: Répartition religieuse en Côte d'Ivoire**  
 Source Institut national de la statistique RCI



**Carte 6: Répartition religieuse en Côte d'Ivoire**  
 Source : Le dessous des cartes Ed Taillandier



Carte 9: Forces présentes en Côte d'Ivoire début 2003  
 Source: Club du sahel de l'Afrique de l'Ouest

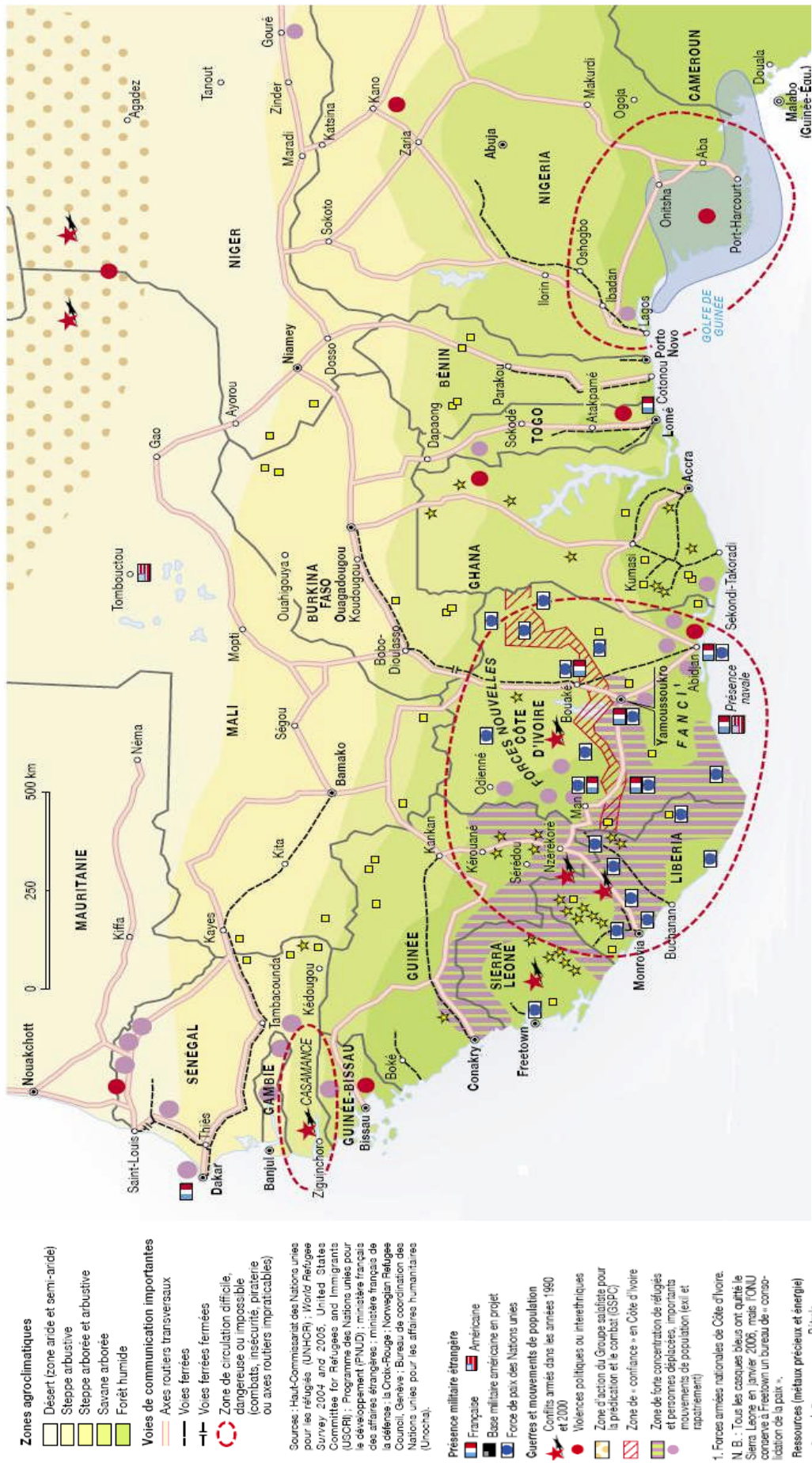


Carte 8: Résultats de l'élection présidentielle de 2000  
 Source : Le dessous des cartes Ed Taillandier



Carte 10: Ligne de partage (Zone de confiance) de la Côte d'Ivoire et groupes ethniques






Carte 14 : Ressources, Zones de combats et réfugiés en Afrique de l'Ouest  
 Source : Le monde diplomatique - 2006

Tableau 15: Réfugiés en provenance du Libéria et de Sierra Leone en 2002

Source Club du sahel & UNHCR



	Pays d'origine		Total
	Liberia	S.Leone	
<b>Guinée</b>	87025	83130	170155
<b>Côte d'Ivoire</b>	126391	2116	128507
<b>Liberia</b>	0	37724	37724
<b>Sierra Leone</b>	24512	0	24512
<b>Ghana</b>	10725	1998	12723
<b>Gambie</b>	130	7630	7760
<b>Nigeria</b>	1505	2041	3546
<b>Mali</b>	381	1436	1817
<b>Sénégal</b>	227	219	446
<b>Guinée Bissau</b>	28	318	346
<b>Total</b>	<b>250924</b>	<b>136612</b>	<b>387536</b>

° Y compris les réfugiés ne bénéficiant pas de l'assistance du HCR

## SOURCES - BIBLIOGRAPHIE

### Publications ONU :

- Résolutions du conseil de sécurité :
  - Résolution 1657 (New York, 6 février 2006)
  - Résolution 1652 (New York, 24 janvier 2006)
  - Résolution 1643 (New York, 15 décembre 2005)
  - Résolution 1633 (New York, 21 octobre 2005)
  - Résolution 1632 (New York, 18 octobre 2005)
  - Résolution 1609 (New York, 24 juin 2005).
  - Résolution 1603 (New York, 3 juin 2005)
  - Résolution 1600 (New York, 4 mai 2005)
  - Résolution 1594 (New York, le 4 avril 2005)
  - Résolution 1584 (New York, 1er février 2005)
  - Résolution 1528 (New York, 27 février)
  - Résolution 1514 (New York, 13 novembre 2003)
  - Résolution 1498 (New York, 1er août 2003)
  - Résolution 1464 (New York, 4 février 2003)
  
- Office de coordination des affaires humanitaires (Integrated Regional Information Networks IRIN–UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
  - *Reprise du trafic commercial entre le Nord et le Sud* – Mai 2006
  - *Blaise Compaoré, un président en quête de légitimité* – 2005
  - *Difficile retour au pays pour des millions de burkinabés* – Novembre 2005
  - *La crise ivoirienne menace la stabilité régionale* – Décembre 2004
  - *Les conséquences économiques de la crise pourraient être ressenties pendant des années* – Novembre 2004
  - *Gbagbo rencontre Compaoré* – Novembre 2003

### Rapport Commission européenne

« *Etude diagnostic des organisations et des procédures de la filière café-cacao de Côte d'Ivoire* » - Alain GOURDON - 18 janvier 2006

## Rapports d'ONG :

- International crisis group :
  - GUINÉE: Conjurer la descente aux enfers - Rapport Afrique N°94 – 14 juin 2005
  
- Human right watch :
  - Côte d'Ivoire : Le gouvernement doit reprendre les milices en main – Janvier 2006
  - Afrique de l'Ouest : Guerriers errants recrutés dans de nouveaux conflits – Avril 2005
  - Côte d'Ivoire: Mercenaires et milices doivent partir – Aout 2003
  - Les Nations unies doivent faire face au cercle vicieux en Afrique de l'Ouest – Juin 2003
  - Côte d'Ivoire : Les combattants libériens attaquent des civils – Avril 2003
  - Côte d'Ivoire : Des hommes politiques incitent à la haine raciale – Aout 2001

## Accords de Marcoussis

### Ouvrages

- LUGAN Bernard - *Atlas historique de l'Afrique de l'origine à nos jours* – Ed du rocher – 2004
- BOUQUET Christian – *Géopolitique de la Côte d'Ivoire* – Ed Armand COLIN – 2005
- HOFNUNG Thomas – *La crise en Côte d'Ivoire (Dix clés pour comprendre)* – Ed La découverte – 2005
- G. SORO - *Pourquoi je suis devenu un rebelle : La Côte d'Ivoire au bord du gouffre* - Broché
- COURADE Georges - *L'Afrique des idées reçues* – Ed Belin – 2006 ; en particulier les articles :
  - BENNAFLA K. - *Les frontières africaines sont pénalisantes*
  - EBOKO F. - *L'Afrique n'est pas prête pour la démocratie*
  - MAGRIN G. – *L'enclavement empêche le développement de l'Afrique.*

### Articles de revues

- Revue « L'Afrique réelle » – Dossier « Spécial Côte d'Ivoire » – N°46 – Hiver 2005 :
  - LUGAN B. et Person Y - *Les peuples de Côte d'Ivoire*
  - LAMBERT L., LUGAN B., DUTREIL J. - *Le naufrage ivoirien*
  - AUZAT D. – *La Côte d'Ivoire et la France*
  
- Dossier « Côte d'Ivoire » – Revue Afrique contemporaine – N°206 – Été 2003 :

- BANEGAS R. et MARSHALL R. - *Côte d'Ivoire, un conflit régional*
  - DEMBELE O. – *Côte d'Ivoire : la fracture communautaire*
  - BANEGAS R. et OTAYEK R. - *Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne : effet d'aubaine et incertitudes politiques*
  - ERO C. et MARSHALL A. – *L'Ouest de la Côte d'Ivoire : un conflit libérien ?*
  - JP CHAUVEAU – *La situation de guerre dans l'arène villageoise*
  - SOULE Bio G – *L'impact de la crise ivoirienne sur le commerce régional*
  - Smith S. – *La politique d'engagement de la France à l'épreuve de la Côte d'Ivoire*
- Dossier « La Côte d'Ivoire en guerre » – Revue Politique africaine – N°89 – Mars 2003 :
    - LEPAPE M. – *Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003*
    - BASSET T.J. - *Nord musulman et Sud chrétien : les moules médiatiques de la crise ivoirienne*
    - HUGON P. – *La Côte d'Ivoire, plusieurs grilles de lecture pour une crise annoncée.*
    - COGNEAU D., MESPLE-SOMPS S. - *Les illusions perdues de l'économie ivoirienne et la crise politique*
- West African Review :
    - KONATE Siendou A. - *The politics of identity and violence in Côte d'Ivoire* - Issue n°5 – 2004
- Le monde diplomatique (LMD), en particulier les articles :
    - Robert A-C - *La Côte d'Ivoire en un combat douteux* – Novembre 2004
    - Leymarie P. – *La Côte d'Ivoire à la dérive* – Octobre 2002
    - *L'Afrique de l'Ouest en proie aux guerres civiles (Atlas 2006)*

### Articles de presse :

- L'Express :
  - Propos de B. GIRARDIN – « *Ne pas s'immiscer dans la crise ivoirienne* » - Avril 2006
  - BAYARD J.-F. – « *l'ivoirité vient de loin* » - Novembre 2004
  - HUGEUX V. – *L'amour déçu de Laurent GBAGBO* – Octobre 2002
- Jeune Afrique – Dossier Côte d'Ivoire : au cœur de la crise :
  - *Que va faire Gbagbo ?*

- FALL E. – *Plier sans rompre* – Octobre 2005
- SOUDAN F. - *Petite chronique d'un grand divorce* – Juillet 2005
- Le FIGARO :
  - BOLLER M. - *La Chine noyautage l'économie ivoirienne* - 26 octobre 2006
  - BOLLER M. - *La France échoue à imposer ses vues à Abidjan*- 26 octobre 2006
  - PRIER P. – *Kadhafi se rêve en parrain du continent* – 4 février 2003
- The Guardian
  - *War in west africa – Dossier sur les conflits libériens et sierra léonais* – février 2003
  - *Ivory coast recruiting liberian child soldiers* – octobre 2006
  - *France's little Iraq* – décembre 2004
- Le pays (Ouagadougou)
  - P.B. - *Rapatriés de Côte d'Ivoire : « A quand la restitution de nos droits ? »* - Octobre 2006
  - Editorial – *Les prémices d'une guerre civile* – Octobre 2006
- L'observateur Ouagadougou - *Leçon de sagesse pour dirigeants insouciants* – 8 janvier 2007

**Sites internet :**

[www.wikipédia.fr](http://www.wikipédia.fr)

[www.mae.gouv.fr](http://www.mae.gouv.fr)

[www.rfi.fr](http://www.rfi.fr)

[www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)

[www.presidence.ci](http://www.presidence.ci)

[www.fnci.info](http://www.fnci.info)

[www.irinnews.org](http://www.irinnews.org)

[www.hrw.org](http://www.hrw.org)

**Publication internes aux armées :**

28°Groupe géographique - Etude du milieu « Côte d'Ivoire » - 2003

Section géographique militaire - Dossier descriptif « Côte d'Ivoire » et annexes - 2003

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>I. LES DYNAMIQUES ENDOGENES DE LA CRISE IVOIRIENNE .....</b>	<b>3</b>
<b>A. L'héritage historique .....</b>	<b>3</b>
1. Des lignes de fractures très anciennes .....	3
2. L'équilibre instable des populations.....	4
<b>B. Les facteurs contemporains.....</b>	<b>6</b>
1. Les difficultés économiques.....	6
2. L'ivoirité comme solution à tous les maux .....	7
<b>C. L'instrumentalisation des rivalités internes .....</b>	<b>8</b>
1. Des élections « calamiteuses » .....	8
2. La nébuleuse Gbagbo au pouvoir.....	9
<b>II. LES DYNAMIQUES EXOGENES DE LA CRISE IVOIRIENNE .....</b>	<b>12</b>
<b>A. Un rôle important joué par les voisins régionaux .....</b>	<b>12</b>
1. Les pays du fleuve Mano .....	12
2. Les voisins du Nord .....	13
<b>B. Une communauté internationale peu efficace.....</b>	<b>16</b>
1. La France met sa nouvelle politique africaine à l'épreuve .....	17
2. Les tentatives infructueuses des organisations africaines.....	18
3. Une organisation des Nations Unies qui manque de volonté et de moyens .....	19
<b>III. LES RISQUES D'UN CONFLIT REGIONAL .....</b>	<b>21</b>
<b>A. L'enlèvement de la crise peut conduire à la désagrégation de la Côte d'Ivoire.....</b>	<b>21</b>
1. L'étouffement de l'hinterland n'aura pas lieu...pour l'instant.....	21
2. Les flux démographiques restent un facteur de tension .....	22
3. Explosion des frontières coloniales.....	24
<b>B. Si la « guerre nomade » s'empare de l'Afrique de l'Ouest.....</b>	<b>25</b>
1. La Côte d'Ivoire aux mains des milices .....	25
2. Le début des opérations « pay yourself » .....	26
3. La guerre de pays en pays .....	27
<b>CONCLUSION : L'HEURE DES CHOIX .....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>32</b>
Chronologie des évènements (Source : l'Express) .....	32
Cartes et figures.....	33

<b>SOURCES - BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>40</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>45</b>